



PRÉFET DE LA SEINE- MARITIME

Liberté
Égalité
Fraternité

Revue de presse du 26 janvier 2026

Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Économie et vie des entreprises

- RSE : la Seine-Maritime sur le podium des régions les plus engagées - La gazette France

Collectivités locales et équipements publics

- Eau industrielle : doublement du réseau en cours à Port-Jérôme – La gazette France
- [Vidéo] Notre-Dame-de-Gravenchon. Un microtunnelier à l'œuvre : une prouesse technique pour éviter la panne – Le courrier cachois
- En Seine-Maritime, pourquoi cette aire de camping-cars sera interdite aux touristes ? – Paris Normandie
- À Rouen, le futur jardin Géricault ne sortira pas de terre avant l'été 2026 – Paris Normandie

EPR2 - Penly

- Un parking de 2 000 places voit le jour près de Dieppe – Les infos dieppoise
- En attendant le feu vert du projet EPR2 à la centrale nucléaire de Penly, les travaux se poursuivent - Les infos dieppoises
- « Un dossier inexploitable » : une enquête publique sur les EPR2 à Penly, pour quoi faire ? – Paris Normandie
- Centrale de Penly : la sûreté nucléaire au cœur d'une réunion publique avant l'exercice du 12 février – InfoNormandie
- Exercice de sûreté à la centrale de Penly : les habitants invités à une réunion – 76actu
- Que se passerait-il en cas d'accident nucléaire en Normandie ? Un exercice de sûreté organisé près de Dieppe – Ouest France
- Nucléaire : vous avez jusqu'au 4 mars pour vous exprimer sur le projet de l'EPR2 de Penly – France 3

Services de l'État

- Rave-parties, protoxyde d'azote... Les interdictions des préfets de l'Eure et de la Seine-Maritime – InfoNormandie
- Seine-Maritime. Un "risque sérieux" de rave party : la préfecture interdit tout rassemblement festif à caractère musical ce week-end - Tendance Ouest
- "Un risque sérieux" : le préfet de la Seine-Maritime interdit toute rave-party dans le département ce week-end – ICI Normandie
- Incendie de Bolloré Logistics à Grand-Couronne : les taux de lithium "explosent les compteurs"- ICI Normandie
- Dieudonné produira-t-il son spectacle interdit en Normandie ce week-end ?- Paris Normandie

Immigration

- Traversées de la Manche : la Défenseure des droits critique l'emploi d'armes pour empêcher les départs de migrants – Le Monde

Manifestation

- "Des lapins entassés dans des cages, blessés ou à l'agonie" : L214 dénonce la Filière Qualité Carrefour devant une grande surface de Barentin – France 3
- Barentin. L214 mobilisée à l'entrée de l'enseigne Carrefour contre l'élevage intensif – Le courrier cauchois
- Juste avant le procès, une marche organisée au Havre en mémoire de Théo, 21 ans, fauché par un automobiliste – France 3

Sécurité

- Arnaque au "spoofing" en Seine-Maritime : les escrocs utilisent les numéros de téléphone de la police – InfoNormandie
- Seine-Maritime. Arnaque au dépannage sur l'A131 : un dépanneur illégal interpellé en flagrant délit – Le courrier cauchois
- En 2025, les sapeurs-pompiers de Seine-Maritime ont enchaîné plus de 85 000 interventions – InfoNormandie
- Yvetot. Cannabis, cocaïne, oxycodone : un trafic de drogue mis au jour par la gendarmerie, trois personnes interpellées – Le courrier cauchois
- HAC Football : découvrez le rôle clé des bénévoles de la Protection civile au stade Océane – Paris Normandie
- En Seine-Maritime, moins de décès sur les routes, mais une situation préoccupante - 76actu
- Un nouveau garde champêtre pour renforcer la sécurité dans cette commune près de Dieppe - Les infos dieppoises

Tempête Goretti

- Étretat. Endommagé par la tempête Goretti, le casino espère rouvrir avant l'été – Tendances Ouest

Travaux aménagements

- Travaux sur les ponts de Tancarville et de Normandie : restrictions prolongées sur la N182 et la N1029 – InfoNormandie
- Près du Havre, des travaux sur un pont imposent une déviation pour deux nuits – Paris Normandie
- À Mont-Saint-Aignan, le réaménagement de la place Colbert se précise avec l'aide des habitants – Paris Normandie
- Bolbec : au Val Ricard, des travaux lancent la transformation d'un quartier de 1,2 hectare – Paris Normandie
- Prévu pour 2025 mais toujours en travaux : où en est le chantier du jardin proche de l'Aître Saint-Maclou ? - 76actu
- Près d'Elbeuf, un quartier résidentiel va-t-il voir le jour sur cette ancienne friche polluée ? – Le journal d'Elbeuf

Justice

- À Rouen, la justice sonne la fin de partie pour le sauna libertin l'Exotica et son mystérieux gérant – Paris Normandie

- Un conseiller régional de Normandie mis en examen pour le viol de sa belle-fille

Faits divers

- Forêt domaniale d'Arques : des miradors de chasse régulièrement dégradés - Les infos dieppoises

Éducation

- Pourquoi les élèves du collège Camus à Dieppe n'ont pas cours aujourd'hui ? - Les infos dieppoises

Mobilité

- "On n'a été reçu qu'une seule fois en 13 jours" : la grève des transports du Réseau Astuce se poursuit ce samedi à Rouen - Franc » 3
- Ligne nouvelle Paris-Normandie _ son périmètre doit être acté à l'automne 2026 – 78 actu

Municipales 2026

- Municipales à Rouen : "Il y a besoin de respiration démocratique", dit Marine Caron, candidate de la droite et du centre – ICI Normandie
- Municipales 2026 : sécurité, santé, impôts... Candidate à la mairie de Rouen, Marine Caron dévoile son programme – ICI Normandie
- Municipales 2026 : à Port-Jérôme-sur-Seine, le RN face à la maire sortante, la gauche à la peine – ICI Normandie
- Municipales 2026. Près de Rouen, la maire Sophie Boucquiaux repart avec, presque, la même équipe – Paris Normandie
- Municipales 2026. « Respecter tout le monde » : à Aumale, Virginie Lucot-Avril présente sa liste – Paris Normandie
- Municipales 2026 : Jean Delalandre veut « poursuivre la transformation » de Duclair – Paris Normandie
- Municipales 2026. Éclairage, places de parking, police armée... Marine Caron dévoile son programme – Paris Normandie
- Municipales 2026 : Franck Foiret veut « toujours se battre » pour Vittefleur – Paris Normandie
- À Senneville-sur-Fécamp, Pascal Lecourt, maire depuis 1995, en quête d'un nouveau mandat- Paris Normandie
- Municipales 2026. Francis Sevestre renonce à se représenter à Saint-Vaast-d'Équiqueville – Paris Normandie
- Municipales 2026 : Julien Cordier, maire depuis 2022 de Cailly, veut confirmer aux élections – Paris Normandie

Acteurs publics

- Les acteurs du numérique responsable militent pour plus d'engagement de la part de l'État

RSE : la Seine-Maritime sur le podium des régions les plus engagées

L.R

4-5 minutes



Identifiez vous, pour sauvegarder ce article et le consulter plus tard !



(c) DR

Basé sur une méthodologie à six thématiques (carbone, biodiversité, économie circulaire, investissements durables, gouvernance, impact social), le panorama annuel livre des conclusions éloquentes : la Normandie se hisse désormais à la 3ème place des régions françaises les plus actives en matière de RSE, talonnant la Bretagne et les Pays de la Loire. Sur les 1 881 PME normandes passées au crible, près de 49 % affichent un engagement concret. Ce classement place le territoire devant plusieurs grandes métropoles régionales, illustrant une vitalité durable qui irrigue l'ensemble de l'économie locale.

La Seine-Maritime : un moteur durable pour le territoire

Au sein de cet ensemble, la Seine-Maritime joue un rôle pivot. L'analyse détaillée de 1 216 organisations du département, dont

718 PME de 10 à 250 salariés, révèle une mobilisation solide : plus de 46 % d'entre elles ont déjà déployé au moins une initiative RSE. Loin d'être de simples déclarations d'intention, ces efforts se cristallisent autour de trois piliers majeurs : l'urgence climatique, la préservation des ressources naturelles et le progrès social.

Priorité à la neutralité carbone et à la gouvernance responsable

Les axes les plus actifs dans le département concernent spécifiquement la neutralité carbone (environ 29 %), la gouvernance responsable (25 %) et le volet social (23 %). Ces tendances reflètent une réponse locale et pragmatique aux enjeux économiques contemporains. Pour y parvenir, les entreprises s'appuient sur des politiques d'efficacité énergétique, une gestion responsable des ressources et des pratiques de traçabilité renforcées.

Dans le volet environnemental, la réduction des émissions et l'optimisation énergétique dominant, portées par des projets locaux d'énergies renouvelables. Sur le plan social, l'accent est mis sur le bien-être au travail, l'inclusion et la formation, renforçant la cohésion du tissu économique régional.

Perspectives : capitaliser sur une dynamique d'amélioration continue

Si des marges de progression subsistent, notamment sur l'impact social, l'échelle régionale montre une Normandie résolument engagée dans une amélioration continue. En Seine-Maritime, les acteurs locaux peuvent désormais capitaliser sur ce parcours robuste pour amplifier leurs actions, partager les bonnes pratiques et attirer des investissements durables. L'analyse 2050analytics confirme ainsi que l'engagement RSE n'est plus une tendance passagère, mais la trajectoire structurelle de toute une région pour les années à venir.

Eau industrielle : doublement du réseau en cours à Port-Jérôme

Aletheia Press

3–4 minutes

L'eau : c'est une ressource de plus en plus précieuse... En Seine-Maritime comme ailleurs. Alors quand il s'agit de protéger une infrastructure qui lui est dédiée, il convient d'y mettre les moyens. C'est ce que fait la communauté d'agglomération Caux Seine qui a lancé, le 19 janvier, une étape clé du doublement de la conduite d'eau industrielle entre l'usine de Norville et les réservoirs industriels de Port-Jérôme-sur-Seine : le déploiement d'un microtunnelier.

L'alimentation des réservoirs d'eau industrielle de Port-Jérôme-sur-Seine est en effet aujourd'hui assurée par une seule canalisation de 1 000 mm de diamètre. Afin de sécuriser la défense incendie des industriels et garantir la continuité du service, Caux Seine agglomération a engagé, depuis septembre 2025, les travaux de doublement de la conduite.

Alimenter les usines de Port-Jérôme

C'est pour poser la nouvelle canalisation en acier de 1 200 mm sur un linéaire total de 1,9 kilomètre, que le groupe NGE, en charge des travaux, a mobilisé un microtunnelier. L'engin est notamment destiné à franchir, par voie souterraine, la rivière et la RD 281, tout en s'affranchissant de contraintes majeures (réseaux existants, dénivelé, circulation). Conformément à la tradition minière, il a été baptisé le 19 janvier d'un prénom féminin. Non sans un clin d'œil à la politique, l'engin a reçu le patronyme de "Virginie".

Exploitée par SAUR dans le cadre d'une délégation de service public, l'usine d'eau industrielle de Norville constitue une infrastructure unique en France. Mise en service en 1972, elle fournit 30 millions de mètres cubes d'eau par an à 35 clients industriels. Elle prend une nouvelle importance stratégique avec le

développement rapide de la zone industrielle de Port-Jérôme et notamment l'implantation en cours de l'électrolyseur géant d'Air Liquide Normand'Hy.

Près de 30 millions d'euros investis au total

L'usine a d'ailleurs été modernisée ces dernières années, avec un investissement de 21,5 millions d'euros qui a permis d'augmenter sa capacité de production journalière. Celle-ci est ainsi passée de 80 000 à 122 000 mètres cubes par jour, et à 10 mètres cubes par heure.

Le doublement du réseau, lui, permet de sécuriser l'approvisionnement pour un budget de 7,74 millions d'euros, entièrement financé par la collectivité. Avec un objectif global d'éviter à puiser l'eau industrielle dans les nappes phréatiques, et de privilégier l'utilisation de l'eau de la Seine.

Pour Aletheia Press, Benoit Delabre

[Vidéo] Notre-Dame-de-Gravenchon. Un microtunnelier à l'œuvre : une prouesse technique pour éviter la panne

Cédric Thomire

3-4 minutes

Un engin impressionnant s'apprête à entrer en action dans le sous-sol de Notre-Dame-de-Gravenchon.

Un microtunnelier, présenté lundi 19 janvier, va forer sous la route départementale D281 et la rivière, sur une longueur de 160 mètres, pour permettre le passage d'une nouvelle conduite d'eau, dans un contexte de pression croissante sur la ressource. Démarré en septembre 2025, le projet consiste à doubler la conduite existante reliant l'usine d'eau industrielle de Norville - qui traite l'eau pompée dans la Seine - aux deux bassins de stockage situés sur les hauteurs, rue Maryse-Bastie. Objectif : garantir la continuité du service, même en cas de défaillance sur l'un des ouvrages.

Un service vital pour l'économie

L'eau industrielle alimente les entreprises pour leurs besoins de process. Elle joue également un rôle essentiel comme eau d'extinction en cas d'incendie. *"C'est un service vital pour les activités économiques du territoire, mais aussi pour la sécurité des sites industriels. Bientôt, en cas de défaillance sur une conduite, l'alimentation pourra être maintenue"*, a souligné Gilles Amat, vice-président de Caux Seine agglo en charge des réseaux. *"Le groupe Saur avait repéré plusieurs points de vulnérabilité sur l'ancienne conduite. L'agglomération a été extrêmement réactive pour traiter ce risque"*, explique Estelle Grelier, présidente de SAUR France.

Une conduite en acier de 1 200 mm de diamètre sur 1,9 km

Confié au groupe NGE, le chantier, d'un montant de 8 millions

d'euros, mobilise des moyens conséquents. Une conduite en acier de 1 200 mm de diamètre sera posée sur 1,9 km, à une profondeur maximale de 13 mètres. Durée de travaux : environ 9 mois. *"Un sacré défi de précision et d'organisation"*, dit Louis Decotignie, directeur opérationnel NGE Normandie Centre-Val de Loire. Le recours au microtunnelier permet de limiter les impacts en surface et d'éviter les réseaux existants.

"Un sujet qui nous préoccupe"

Au-delà de la prouesse technique, le projet s'inscrit dans une réflexion plus large : *"La consommation et la préservation de la ressource en eau sont un sujet qui nous préoccupe"*, déclare Virginie Lutrot, présidente de Caux Seine agglo, évoquant les effets du changement climatique. L'enjeu : concilier les besoins de l'industrie, de l'agriculture et des usages domestiques. Une étude lancée en 2019 vise à déterminer les volumes d'eau qu'il est possible de prélever durablement. *"Il est nécessaire de savoir ce que recèle le sous-sol pour ensuite travailler ensemble sur les usages de l'eau"*, indique l'élue. Les résultats sont attendus mi-2026.

L'usine d'eau industrielle, exploitée par la SAUR, alimente 35 clients industriels. Elle peut produire jusqu'à 10 000 m³ par heure, soit environ 30 millions de m³ par an, à partir d'eau prélevée dans la Seine, permettant de limiter les prélèvements dans les nappes souterraines.

En Seine-Maritime, pourquoi cette aire de camping-cars sera interdite aux touristes ?

Xavier Togni

5-6 minutes

Une aire de camping-cars sans touristes : c'est le pari de cette commune. Derrière cet aménagement dédié se dessine une stratégie d'accueil étroitement liée à un important chantier.



Publié: 25 Janvier 2026 à 10h29 Temps de lecture: 2 min

Une nouvelle aire d'accueil de camping-cars sera bientôt livrée au Tréport. Mais celle-ci ne sera pas destinée aux touristes de passage, ses 55 emplacements seront réservés aux travailleurs du [grand chantier EPR2 de Penly](#). Elle est en cours d'aménagement à la sortie de la ville, chemin de Mancheville, sur le site de l'ancienne ferme Crèveœur qui a été rachetée l'an dernier par la commune. Il s'agit d'un terrain de plus de 5000 m² caché par des haies d'arbres. Le coût de l'opération, confiée à l'entreprise EBTP (groupe Lhotellier), s'élève à plus de 762 000 euros hors taxes, avec des subventions de l'État, de la Région, du Département, de la communauté de communes. Sans oublier EDF.





L'entreprise responsable des travaux utilise un aquatextile français, qui favorise l'infiltration des eaux pluviales dans le sol tout en les dépolluant. - Photo Xavier Togni

(Nous aurons ici des gens qui viennent plusieurs mois.

Grégory Aubert, Responsable voirie de la ville du Tréport

Le but est de répondre à la demande des entreprises : une partie des ouvriers se déplaçant à travers la France, de chantier en chantier, choisissent en effet le camping-car. « *Cela nous permettra aussi de préserver nos aires touristiques. Nous aurons ici des gens qui viennent plusieurs mois, voire plusieurs années, ce n'est pas du tout le même usage* », explique Grégory Aubert, responsable voirie de la ville du Tréport. L'accès se fera d'ailleurs grâce à un code fourni par l'employeur. Les résidents auront les services habituels (vidange, etc.), au même tarif, mais leurs emplacements seront plus grands, environ 40 m², pour leur offrir un peu plus d'espace dans un cadre agréable.

L'autre originalité de cette zone d'hébergement temporaire est sa conception, visant à préserver l'environnement. Elle répond à une exigence des autorités, qui était de limiter le risque de pollution lié au ruissellement : « *Elle figurait dans le permis d'aménagement et même dans l'arrêté de la préfecture* », souligne Grégory Aubert. Le revêtement est donc perméable, composé de dalles en matériau recyclé, sous lesquelles se trouve une couche de gravier recouvrant un « *aquatextile* » produit par la société Solmax, qui vante les mérites de cette « *technologie française unique* ».

Mise en service à la mi-février

Selon elle, le dispositif permet l'infiltration des eaux pluviales dans le sol, mais évite qu'elles entraînent avec elles tous les résidus d'hydrocarbures et autres particules provenant des véhicules, et dangereuses pour la santé. Ce textile les fixe et favorise « *leur biodégradation naturelle par les micro-organismes du sol.* » Une dépollution « *à la source* ».

Cette aire doit être mise en service à la mi-février, prête à accueillir ses premiers occupants. Sera ensuite créé juste à côté, par un investisseur privé, le deuxième quartier de la cité des Énergies,

ensemble de mobile-homes également destiné à loger des ouvriers du chantier EPR2.

Lire aussi

[Municipales 2026 : Franck Foiret veut « toujours se battre » pour Vittefleur](#)

[Football – N2 : le FC Dieppe ne trouve pas la clé et s'incline sur la pelouse de Biesheim](#)

[Cour d'appel, cours d'assises... Nos perles judiciaires](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Tréport \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



[« Pas un cadeau » : un pharmacien de Gournay-en-Bray paiera pour avoir été soigné par Urgo](#)





[Municipales 2026. Francis Sevestre renonce à se représenter à Saint-Vaast-d'Équieville](#)



[Municipales 2026 : Franck Foiret veut « toujours se battre » pour Vittefleur](#)



[Finale régionale des Ovinpiades : les jeunes bergers attendus à Bacqueville-en-Caux](#)





[« Le plus urgent, c'est un toit ! » Près de Dieppe, une famille a tout perdu après un incendie](#)



[Ce petit salon du livre de Seine-Maritime reçoit Alain Juppé en invité exceptionnel](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

À Rouen, le futur jardin Géricault ne sortira pas de terre avant l'été 2026

Cécile Frangne

5-6 minutes

Initialement prévue en mars 2026, l'inauguration de ce nouvel espace vert dans le cœur historique de Rouen n'interviendra pas avant l'été.



Le site de 1500 m² situé au bout de la rue Théodore-Géricault est encore largement en chantier. - Paris Normandie



Publié: 25 Janvier 2026 à 13h25 Temps de lecture: 1 min

Il faut encore faire preuve d'une bonne dose d'imagination pour visualiser le futur jardin Géricault et son esquisse romantique, avec son espace de détente, ses jeux pour enfants et sa pergola, son bassin d'eau et ses gradins en bois pour lier les deux espaces.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Plantations « à l'automne »

Jeudi 22 janvier 2026, le site de 1500 m² situé au bout de la rue

Théodore-Géricault, le long de l'aître Saint-Maclou, est encore largement en chantier. Initialement prévue [en mars 2026](#), l'inauguration de ce nouvel espace vert dans le cœur historique de la Ville – né d'une concertation citoyenne menée depuis 2021 – n'interviendra pas au moins avant l'été. « *Le coupable, c'est lui* », soupire Nicolas Zuili, adjoint chargé de la rive droite, en pointant le transformateur électrique qui se dresse en plein milieu du site et obstrue la vue sur l'abbatiale Saint-Ouen.



Une convention a été signée avec Enedis pour faire tomber le transformateur électrique situé en plein milieu du futur espace vert.
- Photo Paris Normandie

Une convention a été signée avec Enedis pour le faire tomber, « *mais sa destruction n'interviendra pas avant avril-mai* », explique l' élu. « *Et les travaux sur le jardin seront stoppés le temps que les équipes d'Enedis interviennent* ». Pour que ce jardin devienne un « *point de verdure en plein centre-ville* », il faudra également attendre que les plantations aient lieu, « *plutôt à l'automne* ».

« Impact apaisant »

À terme, l'ouverture de ce nouveau parc – chiffré à 605 000 euros HT et dont le nom reste à déterminer – devrait avoir un « *impact apaisant sur le quartier* », promet le maire Nicolas Mayer-Rossignol, en proie à de [récentes polémiques](#) liées à la propreté et à la sécurité soulevée par des riverains de la rue du Rosier, longeant le futur parc. « *L'idée est de mener une réflexion pour créer une continuité, un cheminement depuis la rue du Rosier*

jusqu'à la rue d'Amiens », complète Nicolas Zuili.

Quant à la synergie souhaitée avec l'aître Saint-Maclou voisin, si une ouverture sur le nouveau jardin reste une éventualité lointaine, *« des discussions sont en bonne voie avec la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) pour créer des vues depuis la galerie de l'aître »*.

Lire aussi

[À Mont-Saint-Aignan, le réaménagement de la place Colbert se précise avec l'aide des habitants](#)

[Au collège Fontenelle à Rouen, la mémoire des juifs déportés lors des rafles, désormais préservée](#)

[Réseaux sociaux. Cash, la sénatrice normande Morin-Desailly : « D'un coup, Macron s'occupe du sujet »](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[À Mont-Saint-Aignan, le réaménagement de la place Colbert se précise avec l'aide des habitants](#)





Municipales 2026 : Julien Cordier, maire depuis 2022 de Cailly, veut confirmer aux élections



Au collège Fontenelle à Rouen, la mémoire des juifs déportés lors des rafles, désormais préservée



Réseaux sociaux. Cash, la sénatrice normande Morin-Desailly : « D'un coup, Macron s'occupe du sujet »





[Hockey sur glace – Ligue Magnus : encore des points perdus pour les Dragons de Rouen...](#)



[À Rouen, la justice sonne la fin de partie pour le sauna libertin l'Exotica et son mystérieux gérant](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Un parking de 2 000 places voit le jour près de Dieppe

3—4 minutes

Il a été inauguré le mardi 20 janvier 2026. Un nouveau parking a été construit près de Dieppe (Seine-Maritime). Il comporte 2 000 places, dont des places pour les deux-roues.

Sur le même thème

[Centrale nucléaire de Penly](#)

[EPR](#)

[Stationnement](#)



Un parking végétalisé et un nouvel accès au chantier ont été réalisés à la centrale nucléaire de Penly (Seine-Maritime). ©Hervé Piraud

Par [Maxime Cartier](#) Publié le 25 janv. 2026 à 6h18

Il aura fallu 18 mois. Un an et demi pour sortir de terre un **bâtiment et un parking** sur le [site nucléaire](#) de [Penly \(Seine-Maritime\)](#). Et ce bâtiment, ce n'est pas n'importe lequel. Depuis le début du chantier préparatoire des deux futurs réacteurs EPR2, les salariés accédant au chantier disposaient d'un accès temporaire, à quelques centaines de mètres plus loin.

À partir du lundi 2 février 2026, ils pourront se rendre au travail en traversant par ce nouveau bâtiment.

Un gain de temps

À l'intérieur, plusieurs guichets pour créer ses accès et pénétrer dans le chantier ainsi qu'une dizaine de tourniquets. Tout un système de sécurité a aussi été mis en place. Et à l'extérieur, sept sas d'entrée ont été réalisés pour les bus et camions, contre trois à Flamanville.

Avec cette réalisation, EDF espère faire gagner un précieux temps au personnel, à l'accès aux poids lourds et aux véhicules légers. « En faisant rentrer les gens plus rapidement, ils travailleront plus longtemps sur le chantier », explique ainsi Frédéric Hennion, le directeur de projet EPR.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Devant ce bâtiment, un nouveau parking a aussi été réalisé. Ce dernier est végétalisé et perméable. Il est composé de 2 000 places et équipé de 443 bornes électriques ainsi que des branchements pour trottinettes et vélos électriques.

Marc Dubief, pilote opérationnel pour EDF, rappelle qu'il s'agit d'un investissement d'1,8 millions d'euros, « soit environ 4 500 € par point de charge ».

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Ce parking compte également 150 places pour les deux-roues, une gare routière avec six quais.

Enfin, côté environnemental, 175 arbres, 54 000 espèces vivaces et 4 500 arbustes ont été plantés.

L'ensemble de ses opérations est chiffré à 22 millions d'euros.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

En attendant le feu vert du projet EPR2 à la centrale nucléaire de Penly, les travaux se poursuivent

4-5 minutes

Une visite du chantier de l'EPR2 a été organisée, mardi 20 janvier 2026, sur le site nucléaire de Penly (Seine-Maritime). Les travaux préparatoires avancent bien.

Sur le même thème

[Centrale nucléaire de Penly](#)

[EPR](#)

[Travaux](#)

Article réservé aux abonnés



Les travaux préparatoires pour accueillir les deux futurs réacteurs EPR2 à la centrale nucléaire de Penly (Seine-Maritime) se poursuivent. ©H. Piraud

Par [Maxime Cartier](#) Publié le 24 janv. 2026 à 18h03

L'année 2026 sera décisive pour la [centrale nucléaire](#) de [Penly](#) ([Seine-Maritime](#)). Décisive puisque l'ASN, l'**Autorité de sûreté nucléaire**, devra valider le **projet de construction des deux**

futurs réacteurs EPR2. EDF est aussi dans l'attente pour sa décision d'investissement finale. Comme l'avait indiqué en septembre dernier Frédéric Hennion, le directeur de projet EPR, « c'est une étape relative du programme dans son ensemble avec les prix, le planning et le plan de financement pour les travaux ». Si ces deux facteurs sont validés, le projet pourra être lancé. Mais en attendant, mardi 20 janvier 2026, Frédéric Hennion a organisé une visite pour voir l'avancement des travaux préparatoires.



Frédéric Hennion, directeur de projet EPR, a présenté l'avancée des travaux, dont la construction de la digue qui se poursuit. ©Les Informations dieppoises

Des ouvrages bientôt réalisés

Tout en haut du site, à environ 120 m des futurs réacteurs, quatre centrales à béton sont en cours de réalisation. Elles devraient être exploitées d'ici la fin de l'année.

Depuis plusieurs mois, des salariés travaillent sur une maquette. L'occasion pour eux de mener des tests avant la conception réelle d'un ouvrage nucléaire.

À partir d'avril, un premier ouvrage nucléaire sera réalisé en bas du site. Il sera enfoui à une dizaine de mètres du sol.

Il s'agira d'une sorte de galerie pour accueillir divers câbles et tuyaux. Pour simplifier, Frédéric Hennion indique « que c'est un peu comme ce que l'on peut trouver sous une maison ». Une fois l'ouvrage conçu, le terrain sera remblayé et une route sera construite.

Début 2027, d'autres ouvrages nucléaires verront le jour et auront

pour mission de récupérer l'eau de mer et de refroidir le système de la centrale.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

À 80 mètres de hauteur, la phase de terrassement se poursuit. Cinq cents postes de travail seront installés avec des bureaux, un parking et une infirmerie.

À 64 mètres, des éléments de la future centrale avec des morceaux de peau métallique soudés seront conçus. Une immense grue, actuellement en conception, sera chargée de récupérer ces éléments et de les placer à l'emplacement des futurs réacteurs.

Le reprofilage de la falaise

Sûrement l'un des éléments les plus visuels, la falaise continue d'être reprofilée, c'est-à-dire que sa forme est changée.



reprofilage-falaise-chantier-epr2-centrale-nucleaire-penly ©Maxime Cartier

Déjà 1,5 million de mètres cubes de craie ont été récupérés. « Nous sommes à la moitié », indique Frédéric Hennion. L'opération doit s'achever fin 2026.

Entre le haut et le bas du site, toute une zone a été défrichée. Elle sera réaménagée en bassin de récupération d'eau pour éviter qu'elle ne ruisselle sur le bas du chantier.

La nouvelle digue est décomposée en trois casiers. Le premier a

été finalisé en mai dernier, le deuxième sera terminé au cours du printemps et le dernier d'ici novembre décembre. Grâce à cette construction, une plateforme d'extension en mer sera réalisée. Elle permettra aux salariés de travailler sans encombrer l'espace qui sera dédié aux futurs réacteurs.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

« Un dossier inexploitable » : une enquête publique sur les EPR2 à Penly, pour quoi faire ?

Franck Weber

6-7 minutes

Dossier jugé trop complexe, périmètre réduit et calendrier contraint : l'enquête publique sur la demande d'autorisation de construction des EPR2 de Penly, ouverte jusqu'au 4 mars 2026, est contestée. Alors que les travaux préparatoires sont déjà bien avancés...



Publié: 25 Janvier 2026 à 12h02 Temps de lecture: 2 min

Les premières contributions tombent déjà. Comme celle-ci : « *Le nucléaire n'est pas une énergie propre, la gestion des déchets n'est pas maîtrisée, ce projet s'inscrit dans une logique à court terme au détriment d'énergies renouvelables propres telles que solaire, éolien, hydraulique.* » Ouverte depuis le 22 janvier et jusqu'au 4 mars, la nouvelle enquête publique concernant la demande par EDF d'autorisation de création de nouvelles installations nucléaires sur le site de Penly, autrement dit la construction des deux EPR2, additionne déjà les commentaires sur son registre numérique.





Les travaux préparatoires mobilisent un millier d'ouvriers chaque jour, des dizaines d'engins, deux centrales à béton... - Photo Paris Normandie

« *Le gouffre financier de l'EPR de Flamanville devrait suffire à ce que ce nouveau projet irréfléchi et dispendieux soit balayé d'un revers de main* », écrit un autre opposant. Les associations antinucléaires, représentants d'usagers et élus locaux profitent de ce moment pour prendre la parole, et redire leur opposition à ce projet qui a déjà bien commencé, puisque les travaux préparatoires mobilisent un millier d'ouvriers chaque jour, des dizaines d'engins, deux centrales à béton et qu'un nouveau [poste d'accès chantier](#) ultramoderne avec son parking de 2000 places a été inauguré mardi 20 janvier.

« Comment justifier que l'on limite à 10 km le périmètre de l'enquête ? »

Collectif Stop EPR

Pour se faire une idée sur ce qui est annoncé comme étant à terme le plus grand chantier d'Europe, les habitants pourront toujours se plonger dans le volumineux dossier technique : plus de 13 000 pages au total, dont environ 6 000 accessibles au public, à étudier en six semaines. « *Un dossier pratiquement inexploitable pour les élus et les citoyens dans un délai aussi contraint* », dénonce le collectif constitué de Stop-EPR, ni à Penly ni ailleurs, d'Antinuc Dieppe et de l'UFC Que choisir Rouen.

Autre point de crispation majeur : le périmètre de l'enquête, limité à un rayon de 10 kilomètres autour du site. Un choix qualifié « *d'arbitraire* » par les opposants, qui rappellent que le Plan particulier d'intervention (PPI), destiné à la gestion de crise en cas d'accident nucléaire, couvre, lui, un rayon de 20 kilomètres. « *Comment justifier que l'on reconnaisse un périmètre de danger de 20 km pour la gestion de crise, tout en limitant à 10 km celui dans lequel les citoyens sont informés et consultés ?* », interrogent-ils, réclamant un alignement du périmètre de l'enquête sur celui du PPI.

« Ce n'est pas une simple formalité administrative »

Le calendrier de la consultation est également vivement critiqué. L'enquête publique se déroule en pleine période de campagne pour les élections municipales : « *Les candidats aux élections seront en*

campagne et n'auront pas forcément le temps de suivre l'ensemble des débats, étudier les quelque 6000 pages, pour la version publique du dossier, les avis formulés par les agences de l'État. Ils ne pourront pas forcément non plus délibérer sereinement en conseil municipal sur la pertinence de ce projet », alerte Frédéric Weisz, conseiller municipal du groupe Dieppe Écologique et Solidaire à Dieppe.

Si l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR) a récemment indiqué que la conception des systèmes de sûreté des EPR2 « *apparaît appropriée* » à ce stade du projet, les opposants estiment que l'enjeu dépasse la seule expertise technique.

« *L'enquête publique n'est pas une simple formalité administrative* », rappellent-ils, mais « *un temps d'information, de compréhension et de consultation du public* », aujourd'hui « *volontairement comprimé* ».

En attendant, l'issue de l'enquête publique, les travaux sur place avance avec l'extension de la plateforme à côté des deux réacteurs existants, la création d'une digue, le grignotage de la falaise...

.

Lire aussi

[Municipales 2026 : Franck Foiret veut « toujours se battre » pour Vittefleur](#)

[Football – N2 : le FC Dieppe ne trouve pas la clé et s'incline sur la pelouse de Biesheim](#)

[Cour d'appel, cours d'assises... Nos perles judiciaires](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

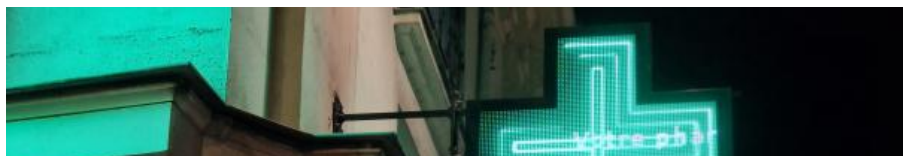
[Dieppe Petit-Caux \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)





« Pas un cadeau » : un pharmacien de Gournay-en-Bray paiera pour avoir été soigné par Urgo



Municipales 2026. Francis Sevestre renonce à se représenter à Saint-Vaast-d'Équieville



Municipales 2026 : Franck Foiret veut « toujours se battre » pour Vittefleur





[Finale régionale des Ovinpiades : les jeunes bergers attendus à Bacqueville-en-Caux](#)



[« Le plus urgent, c'est un toit ! » Près de Dieppe, une famille a tout perdu après un incendie](#)



[Ce petit salon du livre de Seine-Maritime reçoit Alain Juppé en invité exceptionnel](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Centrale de Penly : la sûreté nucléaire au cœur d'une réunion publique avant l'exercice du 12 février

infonormandie

4-5 minutes

Une simulation grandeur nature aura lieu le 12 février à la centrale nucléaire de Penly, en Seine-Maritime. Au préalable, le 29 janvier, une réunion d'information ouverte au public sera organisée pour expliquer les enjeux de cet exercice et rappeler les dispositifs de protection des populations.

Mercredi 21 Janvier 2026 - 13:47



Le site compte deux réacteurs de 1 300 MW mis en service en 1990 et 1992, refroidis par l'eau de la Manche. Sa production annuelle atteint 17 milliards de kWh, soit près de 4 % du nucléaire français. Photo : EDF/X (ex-Twitter)

Les pouvoirs publics et EDF sont à l'origine, jeudi 12 février, d'un exercice de sûreté nucléaire à la [centrale de Penly](#), sur le littoral de la Seine-Maritime. Comme dans toutes les centrales françaises, cette simulation programmée tous les cinq ans vise à tester la réaction des équipes d'EDF et des autorités en cas d'un accident technique majeur.

Le scénario, tenu secret pour les participants, « *simulera un accident technique* » qui nécessitera l'activation des dispositions prévues par le plan d'urgence interne (PUI) de la centrale, précise la préfecture dans un communiqué. De leur côté, les services de l'État, sous l'égide de la préfecture, seront amenés à déployer — fictivement — le Plan particulier d'intervention (PPI) destiné à protéger les habitants situés autour du site.

Réunion publique le 29 janvier

Une dizaine de jours avant l'exercice, une réunion ouverte au public, se déroulera le jeudi 29 janvier à 18h30, salle Jean-Paul-Villain, à Penly (Petit-Caux), en présence de représentants de la préfecture, d'EDF, de la commission locale d'information sur le nucléaire (CLIN) et de l'autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR).

Objectif : expliquer les enjeux autour de la sûreté nucléaire et du fonctionnement d'une centrale nucléaire, le rôle de la CLIN, le déroulement de l'exercice du 12 février et rappeler les modalités de la campagne de distribution de comprimés d'iode.

La centrale de Penly en bref

Située à Petit-Caux, entre Le Tréport et Dieppe, la centrale occupe 230 hectares, dont 70 gagnés sur la mer. Construite et exploitée par EDF, elle se trouve à 70 km de Rouen.

Le site compte deux réacteurs de 1 300 MW mis en service en 1990 et 1992, refroidis par l'eau de la Manche. Sa production annuelle atteint 17 milliards de kWh, soit près de 4 % du nucléaire français.

Particularité méconnue : Penly dispose du seul funiculaire industriel encore opérationnel en France, installé sur un dénivelé de 100 mètres et reliant l'entrée du site au cœur des installations.

- [Saint-Ouen-du-Breuil : un couple intoxiqué après avoir inhalé un mélange de vinaigre et d'eau de Javel](#)
- [Alcool, stups, voiture volée : une nuit presque ordinaire pour les policiers en Seine-Maritime](#)
- [L' A28 rouverte après l'accident d'un poids lourd, mais la circulation réduite à une voie](#)

Exercice de sûreté à la centrale de Penly : les habitants invités à une réunion

3–4 minutes

Une réunion publique est organisée jeudi 29 janvier 2026, à 18 h 30, à Penly, à Petit-Caux (Seine-Maritime), en amont d'un exercice de sûreté nucléaire à la centrale le 12 février.

Sur le même thème

[Électricité](#)

[EPR](#)

[Nucléaire](#)



La préfecture de la Seine-Maritime et la Commission locale d'information sur le nucléaire (Clin) organisent une réunion publique jeudi 29 janvier 2026, à 18 h 30, à la salle Jean-Paul-

Villain de Penly, commune déléguée de Petit-Caux (Seine-Maritime). ©Archives/Les Informations Dieppoises

Par [Marie LEMAISTRE](#) Publié le 22 janv. 2026 à 12h03

La préfecture de la Seine-Maritime, en partenariat avec la Commission locale d'information sur le nucléaire, la **Clin**, organise une **réunion publique** jeudi 29 janvier 2026, à 18 h 30, dans la salle Jean-Paul-Villain à Penly, commune déléguée de [Petit-Caux \(Seine-Maritime\)](#).

Cette rencontre vise à informer la population et les acteurs du territoire en amont de l'**exercice de sûreté nucléaire** prévu à la centrale de Penly le **jeudi 12 février**.

Un exercice national tous les cinq ans

Cet exercice s'inscrit dans le programme national qui concerne l'ensemble du parc nucléaire français.

Organisé tous les cinq ans, il a pour objectif de tester les dispositifs d'alerte et de gestion de crise que déploieraient les pouvoirs publics et EDF pour protéger la population en cas d'accident nucléaire.

Concrètement, la centrale simulera, à partir d'un scénario fictif inconnu des participants, un accident technique nécessitant l'activation de son Plan d'urgence interne (PUI).

Vidéos : en ce moment sur Actu

L'exercice permettra également de tester la chaîne de décision du préfet de la Seine-Maritime dans le cadre d'un déclenchement fictif du Plan particulier d'intervention (PPI), qui organise les secours et la protection des populations environnantes.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Plusieurs thèmes seront abordés lors de cette soirée : La sécurité

et le fonctionnement d'une centrale nucléaire ; Les missions de la Commission locale d'information nucléaire (Clin) ; Les enjeux de l'exercice du 12 février ; La campagne de distribution des comprimés d'iode.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Que se passerait-il en cas d'accident nucléaire en Normandie ? Un exercice de sûreté organisé près de Dieppe

Morgane DÉVÉRIN.

6–8 minutes

Afin de tester les dispositifs d'alerte et de gestion de crise qui seraient déployés si un accident nucléaire se produisait dans la centrale de Penly, près de Dieppe, en Seine-Maritime, un exercice de sûreté nucléaire aura lieu le jeudi 12 février 2026.



Un scénario fictif non connu des participants, sera testé jeudi 12 février 2026. Il nécessitera la mise en œuvre des dispositions prévues par son Plan d'urgence interne (PUI). Photo d'illustration. | MARTIN ROCHE / ARCHIVES OUEST-FRANCE

Publié le 21/01/2026 à 11h32

Que se passerait-il si un accident nucléaire se produisait à la centrale du Penly, commune déléguée du Petit-Caux, près de Dieppe (Seine-Maritime) ? Les pouvoirs publics et EDF actionneraient des dispositifs d'alerte et de gestion de crise pour assurer la protection de la population... mais comment fonctionneraient-ils ?

Lire aussi : [Que se passerait-il dans la Manche en cas d'accident nucléaire dans le Nord-Cotentin ?](#)

Un scénario fictif

Pour le savoir, un scénario fictif, non connu des participants, sera testé jeudi 12 février 2026.

Voir aussi : [VIDÉO. « Ça ne s'est jamais produit » : ils se préparent en cas d'accident à la centrale nucléaire](#)

Il nécessitera la mise en œuvre des dispositions prévues par son Plan d'urgence interne (PUI), annonce la préfecture de Seine-Maritime ce mercredi 21 janvier. « L'exercice permettra également de tester la chaîne de décisions des pouvoirs publics par le préfet de la Seine-Maritime, dans le cadre d'un déclenchement fictif du Plan particulier d'intervention (PPI), qui organise les secours et la protection des populations environnantes. »

Lire aussi : [En prévention d'un accident nucléaire, des pastilles d'iodes sont distribuées à Cherbourg](#)

Cet exercice s'inscrit dans le cadre du programme national d'exercices pour l'ensemble des centrales du parc nucléaire français. Il sera précédé d'une réunion publique, organisée par la préfecture de la Seine-Maritime, et la Commission locale d'information sur le nucléaire (Clin), jeudi 29 janvier à 18 h 30, à la salle Jean-Paul-Villain de Penly. Objectif : présenter aux acteurs du territoire et à la population « les enjeux autour de la sécurité et du fonctionnement d'une centrale nucléaire », « les missions de la Commission locale d'information nucléaire (Clin) », « les enjeux autour de l'exercice de sécurité civile du 12 février » et la [campagne de distribution](#) des comprimés d'iode.

Nucléaire : vous avez jusqu'au 4 mars pour vous exprimer sur le projet de l'EPR2 de Penly

Écrit par Yves Asernal

4–5 minutes

Plus de 13 000 pages à analyser et des permanences organisées dans huit communes : l'enquête publique autour du projet des deux réacteurs EPR2 à la centrale nucléaire de Penly est ouverte jusqu'au 4 mars. Les conclusions des commissaires enquêteurs sont attendues le 4 avril.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Plus de dix dossiers, plus de 13 000 pages à éplucher : l'ampleur de l'enquête publique autour du projet des deux réacteurs EPR2 à la centrale nucléaire de Penly a de quoi impressionner.

Pourtant, c'est bien la mission des commissaires enquêteurs : lire l'ensemble des documents, répondre au public et faire le lien entre le porteur du projet et les citoyens.

VIDÉO. Reportage de Léna Thobie-Gorce et Louis Belin :

durée de la vidéo : 00h01mn44s





Une enquête publique sur le projet de l'EPR2 à Penly vient d'ouvrir.

• ©Louis Belin/FTV

Pendant toute la durée de l'enquête, les habitants peuvent s'exprimer :

- lors des permanences organisées dans les communes concernées,
- en déposant des observations sur les registres
- ou directement en ligne avec la possibilité de rajouter des pièces jointes

Même si les grandes lignes du projet sont déjà connues, l'enquête publique peut encore faire évoluer certains marchés.

Rien n'est jamais totalement figé dès le démarrage d'une enquête. Il peut y avoir des recommandations, des réserves. Cela éclaire le décideur du projet et participe pleinement à l'expression démocratique.

Catherine Lemoine, présidente de la commission d'enquête publique de la demande d'autorisation de création EPR2 Penly

À quelques kilomètres de là, les travaux préparatoires ont déjà commencé. Une situation qui alimente la défiance de certains opposants au projet.

On ne veut pas que ce soit un simulacre de démocratie. Ce projet va provoquer selon nous, un désastre écologique et environnemental irréversible. Le sentiment d'impuissance politique est total, c'est grave dans la manière dont les citoyens sont considérés.

Françoise Kobylarz, membre de France nature environnement et Antinuc Dieppe

Le projet prévoit la construction de 2 EPR2, une version simplifiée de l'EPR de Flamanville. Porté par EDF et soutenu par l'État, il s'inscrit dans la relance du nucléaire au niveau national.

Avec pour objectif de renforcer la production d'électricité bas carbone et de sécuriser l'approvisionnement énergétique. La mise en service de ces deux nouveaux réacteurs est prévue pour 2038.

En plus des permanences organisées dans huit communes, l'enquête publique est en ligne jusqu'au 4 mars. L'avis des commissaires enquêteurs sera rendu le 4 avril prochain avant la décision des autorités sur la suite du projet.

Rave-parties, protoxyde d'azote... Les interdictions des préfets de l'Eure et de la Seine-Maritime

infonormandie

2-3 minutes

Les préfets de l'Eure et de la Seine-Maritime durcissent le cadre réglementaire ces prochaines semaines. Des arrêtés viennent limiter l'organisation de rassemblements festifs non déclarés et l'usage détourné du protoxyde d'azote, pour prévenir des troubles à l'ordre public.



Les rassemblements festifs musicaux de type rave-party sont ainsi interdits dans tout le département de l'Eure du **vendredi 23 janvier au dimanche 8 mars**. La mesure s'applique aussi au transport de matériel pouvant servir à organiser ce type d'événement, afin de prévenir toute installation sauvage, signale la préfecture sur ses réseaux sociaux.

Le préfet de la Seine-Maritime a pris le même arrêté, afin de « prévenir tous risques d'atteinte à l'ordre et à la tranquillité publics ».. Il a pris effet ce **vendredi 23 janvier, à 15h, et jusqu'au lundi**

26 janvier, à 10h et concerne tout le département.

Protoxyde d'azote : interdiction prolongée jusqu'à fin juin

Dans un second arrêté du 13 janvier, le préfet rappelle également l'interdiction de détenir ou consommer du protoxyde d'azote à des fins récréatives. Cette mesure, déjà en vigueur depuis les fêtes de fin d'année, est prolongée jusqu'au 30 juin 2026 dans l'Eure. Elle vise en particulier la protection des jeunes, régulièrement exposés aux risques liés au "gaz hilarant".

- [En 2025, les sapeurs-pompiers de Seine-Maritime ont enchaîné plus de 85 000 interventions](#)
- [Travaux sur les ponts de Tancarville et de Normandie : restrictions prolongées sur la N182 et la N1029](#)
- [Feu de cuisine à Incheville : un homme hospitalisé après avoir inhalé des fumées](#)
- [Yvelines : un jeune automobiliste arrêté par la police lors d'une livraison de drogue à Poissy](#)

Seine-Maritime. Un "risque sérieux" de rave party : la préfecture interdit tout rassemblement festif à caractère musical ce week-end

Justine Carrère

~1 minute

L'information a été confirmée par la préfecture seinomarine ce samedi 24 janvier. Face à un risque sérieux d'organisation d'une rave-party, le préfet de la Seine-Maritime a pris un arrêté portant interdiction des rassemblements festifs à caractère musical sur l'ensemble du territoire du département de la Seine-Maritime du vendredi 23 janvier à 15h au lundi 26 janvier à 10h afin de *"prévenir tous risques d'atteinte à l'ordre et à la tranquillité publics"*.

La préfecture rappelle qu'il *"convient de rappeler que les rassemblements festifs à caractère musical sont soumis à l'obligation de déclaration auprès du Préfet de département (art. L211-5 du code de la sécurité intérieure)"*.

A lire aussi. [Seine-Maritime. Rave party illégale au Grand-Quevilly : la préfecture prend un arrêté pour interdire l'événement](#)

"Un risque sérieux" : le préfet de la Seine-Maritime interdit toute rave-party dans le département ce week-end - ICI

Théophile Pedrola

3—4 minutes

Rave party (image d'illustration) © Radio France - Jean-françois Fernandez

Publié le vendredi 23 janvier 2026 à 14:01

La préfecture de la Seine-Maritime prend un arrêté ce vendredi 23 janvier 2026 pour interdire toute rave-party dans le département.

Et si la "Ghetto Frequency Act 2" était organisée en Seine-Maritime ? Selon le préfet, il existe un *"risque sérieux"* que cette fête musicale sauvage pose ses caissons dans le département. C'est pourquoi la préfecture a pris un arrêté ce vendredi 23 janvier 2026 interdisant tout *"rassemblement festif à caractère musical type teknival, rave party ou free party"* non déclarée tout ce week-end, de ce vendredi après-midi au dimanche 25 janvier au matin.

Une décision motivée par la préfecture par l'organisation de fêtes *"ces dernières années"* dans douze communes du département : à La Londe, Anneville-Ambourville, Clères, Val-de-la-Haye, Saint-Hellier, La Ferté-Saint-Samson, Franqueville-Saint-Pierre, Saint-Aubin-Epinay, Lintot, Petit-Couronne, Oissel et Rouen. La dernière s'étant en effet déroulée le mois dernier, entre les 19 et 21 décembre à [Rouen, sur l'île Lacroix](#), rassemblant environ 300 personnes. Cette dernière rave party avait conduit au relevé d'identité de 84 personnes, **deux amendes pour consommation de stupéfiants** et la saisie de matériel.

Selon la préfecture, la "Ghetto Frequency Act 2" organisée par plusieurs sound-systems pourrait donc se dérouler dans le secteur, et prend ainsi ses précautions. Ainsi, la circulation de tout véhicule transportant du **matériel de sonorisation et d'amplification ou des gros groupes électrogènes est interdite ce week-end**.

- [Rassemblement](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- La préfecture de Seine-Maritime a indiqué qu'une rave party "illégal" avait eu lieu dans la nuit de samedi à dimanche, sur l'île Lacroix à Rouen. Elle a rassemblé des centaines de participants : certains ont été verbalisés, l'un d'eux interpellé, et le matériel confisqué.

Le 21/12/2025 à 21:45

- Selon les informations d'ICI Normandie, la préfecture de la Seine-Maritime a pris un arrêté ce jeudi 8 janvier 2026, en vue de fermer tous les établissements scolaires du département vendredi 9 au passage de la tempête Goretti. La Seine-Maritime est placée en vigilance orange à partir de 22h.

Le 08/01/2026 à 13:50

- La tempête Goretti va balayer l'ouest de la France dès la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 janvier. En Seine-Maritime, des rafales de plus de 140 km/h sont attendues. Les autorités prennent des mesures d'interdiction d'accès aux ponts, parcs ou encore aux littoraux. ICI Normandie fait le point.

Le 08/01/2026 à 18:29

- Le préfet de la Seine-Maritime a pris mardi 30 décembre des mesures pour éviter les troubles à l'approche du réveillon du Nouvel An. Plusieurs arrêtés encadreront l'usage d'artifices, la vente et la consommation d'alcool ou encore de protoxyde d'azote.

Le 31/12/2025 à 12:15

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

Incendie de Bolloré Logistics à Grand-Couronne : les taux de lithium "explosent les compteurs" - ICI

Lila Lefebvre , Charlotte Coutard

5-7 minutes

L'incendie d'un entrepôt Bolloré de 12.000 batteries au lithium s'est propagé à un entrepôt de stockage de 70.000 pneus puis à un autre hangar de stockage qui contenait du textile et des palettes en bois. © Radio France - Christine Wurtz

Publié le vendredi 23 janvier 2026 à 18:39

Selon des analyses publiées cette semaine, une concentration de 200.000 microgrammes de lithium par litre a été retrouvée dans des eaux souterraines de Bolloré Logistics à Grand-Couronne, trois ans après l'incendie qui a ravagé l'entrepôt. Une contamination en hausse, s'inquiètent les experts.

[Trois ans après l'incendie de l'entrepôt Bolloré Logistics à Grand-Couronne](#) où 12.000 batteries ont brûlé, les taux de lithium dans l'eau continuent d'augmenter. Selon les dernières analyses réalisées en novembre dernier et rendues publiques ce mardi 20 janvier 2026 par la préfecture de la Seine-Maritime, une concentration de **200.000 microgrammes de lithium par litre a été retrouvée dans des eaux souterraines** sous le site de l'incendie, c'est presque quatre fois plus que la concentration recensée en août sur le même captage souterrain.

"On explose les compteurs, réagit Paul Poulain, ingénieur prévention, chercheur indépendant sur les risques et les pollutions. On n'est pas du tout sur des normes classiques du lithium. Pour vous donner un ordre de grandeur, les valeurs d'alerte ou de référence sont de l'ordre de 10 microgrammes par litre, qui sont utilisées par certaines agences pour calibrer la vigilance".

La préfecture de la Seine-Maritime précise que les eaux souterraines de cette nappe phréatique contaminée au lithium **ne**

sont pas en lien avec des captages d'eau potable, mais "il faut bien évidemment ne pas utiliser ce type d'eau pour la boisson", rappelle Paul Poulain. Et le spécialiste poursuit : "Il faut un suivi renforcé pour accompagner la diminution de cette concentration. Et surtout sur le plan environnemental, on est déjà dans une situation problématique, même sans exposition humaine directe, avec une nappe saturée en lithium et en d'autres éléments issus de batteries, qui peuvent affecter durablement les milieux aquatiques connectés comme les cours d'eau, les zones humides ou les puits voisins".

Une plainte déposée en mai

"C'est même un taux dix fois plus élevé qu'en mai", ajoute Alice Béral, juriste de France Nature Environnement. Le 20 mai, [elle a déposé une plainte](#) contre Bolloré Logistics, le locataire de l'entrepôt, Highway son le propriétaire et BlueSolutions le propriétaire des batteries pour "pollution des eaux au lithium, exercice sans autorisation d'une activité réglementée, abandon de déchets et écocide".

"On est face à une problématique où il y a trois entreprises qui sont mises en cause, et qui tardent à mettre en place les procédures décidées par les autorités en se renvoyant la responsabilité", dénonce-t-elle. "L'administration et notamment la DREAL (Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) suit avec une grande attention ce dossier et tente par tous les moyens de contraindre les trois industriels. Mais les moyens de coercition de l'administration sont moins importants que ceux de la justice, c'est pourquoi on espère que cette plainte fera accélérer la dépollution".

Une dépollution estimée à 20 millions d'euros

Trois ans après l'incendie, il ne reste que quelques murs coupe-feu, des dalles, des poutrelles, des bureaux. La préfecture de la Seine-Maritime a **accordé plusieurs délais** à Highway Logistics 8 depuis juillet 2023 pour que l'entreprise déblaie le terrain. Le coût de cette dépollution est estimé à 20 millions d'euros d'après le secrétaire de l'Union des victimes de Lubrizol. Des taux anormalement élevés de [pollution au lithium](#) ont été relevés dans les eaux de surface autour du site, "un taux qui dépasse de trois mille fois le taux naturel et sur les eaux souterraines, jusqu'à 20.000 fois", conclut Alice Béral.

- [Pollution](#)

- [Pollution de l'eau](#)
- [Incendie](#)
- [Industrie](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Deux ans et demi après l'incendie de Bolloré Logistics à Grand-Couronne, près de Rouen, l'association France Nature Environnement Normandie a déposé plainte le 21 mai dernier contre Bolloré Logistics mais aussi Highway France et Blue Solution. Les trois sont mis en cause pour pollution au lithium.

Le 10/06/2025 à 19:06

- INFO ICI Normandie. Le propriétaire des bâtiments de Bolloré Logistics et Blue Solution à Grand-Couronne n'a pas fourni la preuve qu'il allait bien terminer de déblayer le terrain aux autorités. Highway Logistics 8 avait jusqu'au 10 décembre pour transmettre "un bon de commande".

Le 17/12/2025 à 18:10

- La préfecture de la Seine-Maritime déclenche le premier niveau d'alerte pour un épisode de pollution aux particules fines sur le département à compter de ce mardi 4 mars.

Le 03/03/2025 à 16:07

- L'agglomération de Caux Seine Agglo s'apprête à envoyer un courrier cette semaine aux habitants sur la qualité de l'eau jugée "insuffisante" par l'Agence régionale de santé. L'ARS indique néanmoins que l'eau reste potable.

Le 07/04/2025 à 20:03

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

Dieudonné produira-t-il son spectacle interdit en Normandie ce week-end ?

Christophe Frebou

3-4 minutes

La préfecture de Seine-Maritime prend les devants en interdisant la tenue d'un potentiel spectacle de Dieudonné dans le département le week-end des 24 et 25 janvier 2026.



Malgré les interdictions, Dieudonné se produira-t-il en Normandie ce week-end ? - Photo d'archive Paris Normandie



Publié: 24 Janvier 2026 à 13h32 Temps de lecture: 2 min

Il est toujours programmé ce samedi soir 24 janvier 2026 à Caen ou plutôt comme à son habitude « *dans un rayon de 30 kilomètres autour de Caen* ». Il en va ainsi avec les spectacles de Dieudonné. Ayant fait l'objet de nombreuses interdictions de représentation et de condamnations pénales « *pour des propos à caractère antisémite, qui incitent à la haine raciale et méconnaissent la dignité de la personne humaine* » c'est au dernier moment que l'on connaît les lieux de représentation de Dieudonné M'Bala M'Bala.

Or, par arrêt de la préfecture du Calvados le spectacle intitulé

« Dieudonné Best Of » est interdit du vendredi 23 janvier au lundi 26 janvier 2026 à 8h.

Des passages d'anciens spectacles, eux aussi, interdits

Mais Dieudonné pourrait-il maintenir sa venue en Normandie quitte à délocaliser son spectacle en Seine-Maritime ? C'est ce que semblent craindre les services de l'État dans ce département. Ainsi, le même type d'arrêté a été publié par la préfecture de Seine-Maritime sur l'ensemble du week-end « *y compris en cas de modification de l'intitulé...* »

Sur son site internet, Dieudosphere.com, il invite son public à lui proposer des lieux sur un terrain privé afin de contourner l'interdit. Mais comme le relèvent les autorités : « *ce spectacle doit, compte tenu des modalités d'accès du public, par achat de billets, et de sa publicité, être regardé comme une réunion publique.* »

Dieudonné s'est déjà produit à Serqueux en 2025. Le 21 mars. Le spectacle s'appelait alors « saperlipopette ». Sa teneur était, selon la préfecture « *conforme à celle du spectacle baptisé « Istanbul » dont l'interdiction par le préfet de police par arrêté du 15 mai a été confirmée par le tribunal administratif de Paris* ». Or, des passages seraient repris dans le spectacle « Dieudonné Best'Of ».

Lire aussi

[Réseaux sociaux. Cash, la sénatrice normande Morin-Desailly : « D'un coup, Macron s'occupe du sujet »](#)

[Météo. La semaine s'annonce fraîche et humide en Seine-Maritime et dans l'Eure](#)

[Prix d'Amérique : le meilleur trotteur du monde, Hokkaido Jiel, est Normand !](#)

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

Traversées de la Manche : la Défenseuse des droits critique l'emploi d'armes pour empêcher les départs de migrants

Arthur Carpentier, Julia Pascual

13–17 minutes

Cet article vous est offert

Pour lire gratuitement cet article réservé aux abonnés, connectez-vous

[Se connecter](#)

Vous n'êtes pas inscrit sur Le Monde ?

[Inscrivez-vous gratuitement](#)

- [Société](#)
- [Immigration et diversité](#)

Dans une décision inédite, du 17 décembre 2025, Claire Hédon dénonce le recours à des tirs de lanceurs de balles de défense ainsi qu'à des gaz lacrymogènes et grenades de désencerclement contre des groupes de migrants, parfois en présence d'enfants, ainsi que l'absence de transparence sur ces pratiques.

[Read in English](#)

Article réservé aux abonnés





Près de 42 000 personnes ont traversé la Manche à bord de canots pneumatiques en 2025, rejoignant l'Angleterre dans le but, pour la plupart, d'y demander l'asile. Afin de contenir ces départs périlleux, plusieurs centaines d'effectifs de police et de gendarmerie sont déployés à la frontière, le long du littoral nord de la France. Ils sont la cible d'une décision inédite du 17 décembre 2025, dont *Le Monde* a pris connaissance : [la Défenseure des droits, Claire Hédon](#), fait un constat sévère sur l'emploi d'armes intermédiaires par les forces de l'ordre sur les plages.

Saisie depuis 2022 d'une quarantaine de réclamations, émanant pour la quasi-totalité de l'association d'aide aux migrants Utopia 56, l'autorité administrative indépendante a pu enquêter sur trente-six situations. Elle documente, dans les dix-huit pages de sa décision, un manque de transparence et d'information autour de l'utilisation des lanceurs de balle de défense (LBD), des grenades lacrymogènes ainsi que des grenades de désencerclement, et recommande d'« *exclure* » leur emploi « *dès lors que l'unique but recherché par les forces de sécurité est d'empêcher des personnes de monter dans une embarcation* ».

« L'usage d'armes de force intermédiaire met en danger les personnes, insiste auprès du Monde Claire Hédon. L'objectif d'empêcher les départs se comprend quant à la dangerosité de la traversée, et les forces de l'ordre jouent un rôle de protection, mais on ne peut pas le faire à n'importe quel prix. »

La décision souligne en outre que l'utilisation d'armes se fait généralement de nuit, vis-à-vis de groupes mobiles et compacts. Et la Défenseure des droits juge que leur emploi contrevient aux règles de discernement, de nécessité et de proportionnalité. Dans trois des onze cas détaillés dans la décision, les forces de l'ordre usent de leurs armes alors qu'aucune violence n'est prêtée aux migrants. Ainsi, dans la nuit du 7 au 8 février 2023 à Gravelines (Nord), des CRS lancent des grenades lacrymogènes uniquement pour « *immobiliser* » un bateau déjà à l'eau. De la même manière, le 4 août 2023 à Sangatte (Pas-de-Calais), des policiers emploient des grenades lacrymogènes pour immobiliser un bateau, alors que des enfants sont présents sur place. Même dans les cas où les forces de sécurité invoquent une résistance, par exemple des jets de projectiles, elles « *n'apportent pas les informations nécessaires pour établir la réalité des atteintes dont elles se disent victimes* ».

La caméra-piéton toujours éteinte

Selon les services de la Défenseure des droits, aucune plainte n'aurait été déposée par les fonctionnaires victimes de violences. Sollicités sur ce point, les parquets de Dunkerque (Nord) et de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) n'ont pas donné suite.

Newsletter

[« La revue du Monde »](#)

[Chaque week-end, la rédaction sélectionne les articles de la semaine qu'il ne fallait pas manquer](#)

[S'inscrire](#)

En revanche, l'association Utopia 56 est à l'origine de plusieurs signalements de violences en rapport avec des interventions policières. Celles-ci auraient notamment occasionné une blessure par LBD en 2022, [la perte de connaissance d'une femme en novembre 2024](#) ou encore [la mort par noyade d'un homme en mars de la même année, dans le canal de l'Aa](#). « A partir de 2024, on a vu se multiplier des décès [par noyade ou étouffement] lors de départs précipités, dans des bateaux encore plus surchargés et pas toujours bien montés ou gonflés, affirme Amélie Moyart, porte-parole d'Utopia 56. Il y a eu 78 décès en lien avec des tentatives de traversée en 2024, et nous faisons le lien avec la présence policière sur les plages, qui utilise des gaz lacrymogènes à distance et à tout va, tandis que les gens tentent de monter à tout prix sur les bateaux. »

La Défenseure des droits n'a pu rassembler que très peu d'éléments matériels pour son enquête, dans la mesure où, à aucun moment, les effectifs de police ou de gendarmerie n'ont utilisé leur caméra-piéton. Selon la justification apportée, ils ont considéré que les images ne seraient pas exploitables, car les interventions se font de nuit et à distance. Ces conditions n'ont, en revanche, pas empêché le recours aux armes. Si les policiers n'ont pas obligation de filmer leurs interventions, Claire Hédon regrette l'absence de traçabilité et recommande le « *déclenchement systématique* » des caméras.

Les effectifs rendent par ailleurs très peu compte de leurs actes. Le 26 avril 2024, par exemple, un équipage de police reconnaît avoir réalisé dix tirs de LBD et utilisé trente-sept grenades lacrymogènes près de Gravelines face à un groupe de migrants qui, selon leur récit, jetaient dans leur direction « *divers projectiles (cailloux,*

pierres de diverses tailles, bateau, objets divers) ». Une seule fiche de traitement relatif au suivi de l'usage des armes (TSUA) a été établie à l'issue de cette nuit de vacation. Selon une instruction ministérielle de 2017, les fonctionnaires doivent pourtant remplir, pour chaque tir de LBD et lancer de grenade à main de désencerclement, une fiche détaillée indiquant les circonstances – date, heure, lieu, contexte, position des uns et des autres –, le nombre de munitions tirées, les éventuelles blessures infligées.

Absence de doctrine d'intervention

Le manque de comptes rendus se répète dans le temps. Le 7 septembre 2023, au niveau de Sangatte, des policiers interviennent pour empêcher le départ d'un groupe d'une quarantaine de personnes dont de « *nombreux enfants* », selon la fiche de gestion d'événement renseignée à l'issue de l'intervention. Face à des jets de galets, les policiers réalisent deux tirs de LBD sans qu'aucune fiche TSUA ne soit renseignée.

Dans la nuit du 24 au 25 janvier 2024, les policiers utilisent trois grenades de désencerclement et réalisent quatre tirs de LBD, cette fois face à un groupe d'une soixantaine de personnes sur la plage de Marck (Pas-de-Calais) qui leur auraient jeté des projectiles. Là encore, aucune fiche TSUA n'est renseignée.

Régis par d'autres règles, les gendarmes doivent faire un rapport uniquement lorsque l'utilisation de l'arme génère le décès ou la blessure d'un tiers. Le 8 avril 2024, alors que des militaires empêchent le départ d'une embarcation à Oye-Plage (Pas-de-Calais) en faisant usage de quatorze grenades lacrymogènes, d'une grenade de désencerclement et de huit tirs de LBD, « *aucune fiche n'a été renseignée après cette intervention* », constate la Défenseure des droits. Cette dernière recommande d'« *instaurer une obligation de rendre compte par écrit de tout usage d'une arme de force intermédiaire* », quelles qu'en soient les conséquences.

Surtout, elle regrette l'absence de doctrine d'intervention. Une seule instruction de janvier 2022, émanant du préfet du Nord, engage les forces de l'ordre à « *employer tous les moyens mis à [leur] disposition pour empêcher le départ de personnes* », selon des « *modalités proportionnelles au but à atteindre* ». Une seconde instruction de février 2022, du directeur zonal de la sécurité publique du Nord, demande aux fonctionnaires de renoncer à toute intervention « *lorsqu'une embarcation chargée s'éloigne du rivage, au regard du risque de chavirage, ainsi que de blessures* ». Au

regard de « *la récurrence des réclamations* » reçues, Claire Hédon recommande au ministère de l'intérieur d'établir une doctrine. Sollicité, ce dernier n'a pas donné suite.

[Arthur Carpentier](#) et [Julia Pascual](#)

[Réutiliser ce contenu](#)

Vous pouvez lire *Le Monde* sur un seul appareil à la fois

Ce message s'affichera sur l'autre appareil.

[Ajouter un compte](#) [Découvrir l'offre Famille](#) [Découvrir les offres multicomptes](#)

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

En cliquant sur « » et en vous assurant que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui est l'autre personne ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

Si vous utilisez ce compte à plusieurs, [créez un compte pour votre proche](#) (inclus dans votre abonnement). Puis connectez-vous chacun avec vos identifiants. Sinon, cliquez sur « » et assurez-vous que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui d'autre utilise ces identifiants ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

Si vous êtes bénéficiaire de l'abonnement, connectez-vous avec vos identifiants. Si vous êtes 3 ou plus à utiliser l'abonnement, [passez à l'offre Famille](#). Sinon, cliquez sur « » et assurez-vous que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui d'autre utilise ces identifiants ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

Si vous êtes bénéficiaire de l'abonnement, connectez-vous avec vos identifiants. Sinon, cliquez sur « » et assurez-vous que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui d'autre utilise ce compte ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

Si vous utilisez ce compte à plusieurs, [passez à une offre multicomptes](#) pour faire profiter vos proches de votre abonnement avec leur propre compte. Sinon, cliquez sur « » et assurez-vous que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui d'autre utilise ce compte ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

En cliquant sur « » et en vous assurant que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Vous ignorez qui est l'autre personne ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

Lecture restreinte

Votre abonnement n'autorise pas la lecture de cet article

Pour plus d'informations, merci de contacter notre service commercial.

"Des lapins entassés dans des cages, blessés ou à l'agonie" : L214 dénonce la Filière Qualité Carrefour devant une grande surface de Barentin

Écrit par Léna Thobie-Gorce

4-5 minutes

Des militants de l'association de défense des animaux, L214, se sont réunis à 14 h ce samedi 24 janvier 2026 devant le Carrefour de Barentin. Ils ont installé un lapin géant pour dénoncer les conditions d'élevage des lapins de la Filière Qualité Carrefour.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Comme dans 34 villes en France, l'association L214 a mené ce samedi 24 janvier, une action devant l'enseigne Carrefour à Barentin près de Rouen. Cela fait suite à la publication d'une enquête sur la Filière Qualité Carrefour de l'association.

En effet, dans une vidéo diffusée sur le site de L214, on découvre des lapins entassés dans des cages, certains blessés, issus d'un élevage en Maine-et-Loire.

Pour dénoncer ces conditions d'élevage, sept militants ont donc installé un lapin géant devant le magasin Carrefour. L'objectif : sensibiliser les consommateurs sur l'élevage intensif.

"Ce qu'on dévoile dans cette nouvelle enquête, ce sont des conditions de vie catastrophiques. Les lapins sont en cage, entassés, blessés, certains à l'agonie. Les lapines sont inséminées, elles enfantent 60 petits par an", s'indigne Florian Thiébault, militant

chez L214 à Rouen.

On sait que 80 % des Français sont contre l'élevage intensif donc l'idée de cette action, c'est de les interpeller, leur faire savoir ce qu'il se passe vraiment derrière cette filière de Carrefour.

Florian Thiébault, militant chez L214 à Rouen

Cette action contre Carrefour s'inscrit dans la durée puisqu'en novembre dernier, L214 révélait également de très mauvaises conditions pour des cochons issus d'un élevage intensif de la même filière.

En réponse, Carrefour avait annoncé cesser toute activité avec l'élevage en question. Mais pour Ambre Bernard, chargée des campagnes agroalimentaires chez L214, c'est insuffisant : *"Le problème, ce n'est pas un élevage, c'est tout le système. On demande de réduire de moitié le nombre d'animaux tués, Carrefour c'est 300 000 animaux tués par jour."*

"En 2020, Carrefour s'était déjà engagé à faire du hors-cage à horizon 2023, puis 2024, puis 2025, maintenant ils ne l'inscrivent même plus dans leurs textes", ajoute-t-elle, navrée.

L'association L214 a porté plainte contre l'élevage installé dans le Maine-et-Loire pour mauvais traitements, mais aussi contre Carrefour pour tromperie du consommateur.

"Cette soi-disant Filière Qualité Carrefour se targue d'avoir un suivi de ces élevages alors qu'en fait, on constate des conditions catastrophiques", estime Ambre Bernard, chargée des campagnes agroalimentaires chez L214.

Le groupe Carrefour a réagi dans un communiqué de presse rappelant que l'entreprise *"dénonce la maltraitance et toute forme de souffrance animale infligée dans les élevages."*

Concernant les conditions d'élevage, le groupe a également indiqué avoir commandé *"un audit complémentaire de contrôle qui n'a pas confirmé à ce stade les informations de L214"*.

En attendant, Carrefour assure suspendre *"ses approvisionnements en provenance de l'élevage concerné"*.

Barentin. L214 mobilisée à l'entrée de l'enseigne Carrefour contre l'élevage intensif

Nicolas Durand

6-7 minutes

"Ne soldons plus leurs vies", peut-on lire sur les banderoles déployées devant l'enseigne de grande distribution Carrefour de Barentin. En effet, les bénévoles de l'association L214 avaient programmé une action symbolique de sensibilisation devant l'hypermarché ce samedi 24 janvier. Un lapin géant ensanglanté était installé devant le centre commercial, une action répétée devant 35 hypermarchés de l'Hexagone.

Une enquête sur un élevage de lapins

Les membres de l'antenne rouennaise de L214 rebondissent sur la dernière enquête de l'association, portant sur la filière cunicole. Des images déplorables d'un élevage que l'organisation attribue à une exploitation située dans le Maine-et-Loire, et censée alimenter la filière "Qualité Carrefour". Sur ces photos et vidéos, les animaux sont entassés dans des cages au sol grillagé. *"Un environnement hostile, inadapté à leurs besoins fondamentaux",* estime l'association. *"Certains animaux souffrent de maladies ou de blessures physiques douloureuses : yeux infectés, oreilles blessées, tumeurs ou abcès, tremblements incessants... Laissés sans soins dans des cages surpeuplées, les plus faibles sont piétinés par leurs congénères."*

Les images de blessures et de cadavres de lapins entassés dans un congélateur abondent le discours de l'organisation et des militants rouennais.

- [A lire aussi. Fécamp. Des inquiétudes concernant le hareng et l'évolution de son alimentation](#)

"On ne demande pas que tout le monde soit vegan, mais qu'on arrête cet élevage intensif"

"Nous sommes là pour essayer de s'engager à réduire le nombre d'animaux tués pour l'alimentation", explique Florian Thiébault, référent de l'antenne de Rouen. Selon l'association, 80 % des animaux consommés en France sont issus de l'élevage intensif, un système qu'elle dénonce depuis plusieurs années. "Chaque jour, environ 10 millions d'animaux terrestres sont abattus pour l'alimentation, dont 300 000 uniquement pour Carrefour. Aujourd'hui, on parle des lapins parce qu'il y a l'enquête, mais c'est aussi le cas des poulets ou encore des cochons", insiste le responsable local.

Devant l'entrée, Clémence Pinçon, militante, interpelle les clients. *"On sent que les gens ont envie de nous aider, qu'ils se sentent un peu impuissants. Ils ne sont pas prêts directement, mais ils ont envie que les choses changent et qu'on les aide à changer eux-mêmes leurs pratiques", confie-t-elle. "Nous ne sommes pas contre les consommateurs, mais contre ce système". "On ne demande pas que tout le monde soit vegan, mais qu'on arrête cet élevage intensif", souligne Régine Patt, une autre militante.*



"On sent que les gens ont envie de nous aider. Nous ne sommes pas contre les consommateurs, mais contre ce système" Clémence Pinçon - Militante L214

Des clients déjà sensibles au message

Et certains clients comme Florent et Isaline semblent déjà convaincus. *"Forcément, quand on voit les batteries de poules ou de cochons, ou les fermes des mille vaches, ce ne sont pas des choses qu'on a envie de voir, d'autant que les petits producteurs qui essaient de faire les choses correctement sont en difficulté",*

soulignent-ils. *"On ne consomme pas beaucoup de viande et, quand c'est le cas, j'essaie de savoir d'où elle vient. Très souvent, j'achète ma viande chez un petit producteur que je connais."*

Une baisse de 50 % du nombre d'animaux tués d'ici 2030

A travers cette mobilisation, L214 plaide de manière plus générale pour une réduction du nombre d'animaux abattus, en particulier ceux issus de l'élevage intensif. *"Avec son engagement Act for Food, Carrefour promeut une consommation végétale et raisonnée, mais les actes restent un peu timides"*, poursuit Florian Thiébault. L'organisation appelle les grandes enseignes à s'engager sur une baisse de 50 % du nombre d'animaux tués d'ici 2030. Pour lui, les distributeurs jouent un rôle central dans les habitudes alimentaires : *"Ce sont les enseignes qui orientent la consommation. Les consommateurs s'adaptent à ce qu'on leur propose en rayon"*, rappelle le militant. *"Réduire l'offre de produits issus de l'élevage intensif et mieux mettre en avant les alternatives permettrait d'influencer directement les choix d'achat"*.

Les militants demandent notamment la mise en avant *"systématique d'alternatives végétales à proximité des produits carnés, à prix équivalent"*, ainsi que *"des promotions régulières sur les produits végétaux"*. Une stratégie qui, selon eux, permettrait d'accompagner les consommateurs vers une alimentation plus raisonnée.

Carrefour : "Un audit complémentaire n'a pas confirmé les informations de L214"

Contactée au sujet de cet élevage, l'enseigne de grande distribution indique qu'elle *"dénonce la maltraitance et toute forme de souffrance animale infligée dans les élevages"*, estimant que les images diffusées sont *"particulièrement insoutenables"*. Toutefois, elle précise qu'un audit complémentaire *"n'a pas confirmé les informations de L214"*. Carrefour explique qu'elle *"vient de demander aux pouvoirs publics de mener des contrôles neutres et complémentaires"*. Dans l'attente de cette enquête, l'enseigne indique *"suspendre ses approvisionnements auprès de l'élevage"*.

30% des lapins élevés hors cage

Enfin, elle avance un engagement, celui de *"mettre fin à l'élevage en cage des lapins pour sa filière qualité Carrefour (FQC)"*,

soulignant qu'à ce jour "*30% des lapins FQC sont élevés hors cage*".

L'éleveur mis en cause se défend

De son côté, l'éleveur également visé par une plainte se défend. Il conteste les images attribuées à son exploitation dans la presse. Contacté par téléphone, il n'a pas souhaité répondre à nos sollicitations.

Juste avant le procès, une marche organisée au Havre en mémoire de Théo, 21 ans, fauché par un automobiliste

Écrit par Dominique Durand

4–5 minutes

Théo, 21 ans, a perdu la vie le 1er mai 2025 au Havre. Il a été fauché par un conducteur en excès de vitesse, sous l'emprise de stupéfiants, avec un permis annulé. Le procès correctionnel aura lieu le 27 janvier 2026. La famille du jeune homme organise une marche en son hommage avant l'audience.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Neuf mois que la vie du père de Théo, de ses deux frères et de sa sœur est emplie de chagrin.

Théo a perdu la vie brutalement à 21 ans, la nuit du 30 avril au 1^{er} mai 2025. Le jeune homme débutait son existence d'adulte.

Originaire de Montivilliers, il travaillait comme vendeur dans un magasin de vêtements. Il adorait le sport, surtout la course à pied.

Il a été fauché alors qu'il traversait le boulevard Churchill près des Docks Vauban. Il était près de trois heures du matin. La voiture qui l'a renversé roulait à 90km/h au lieu de 50 km/h devant des témoins.

Le conducteur, en compagnie de deux mineurs, a pris la fuite. Le lendemain, le 1^{er} mai, il s'est présenté à la police.

Le prévenu de 20 ans, sera jugé ce mardi 27 janvier 2026 devant le tribunal correctionnel du Havre. Il est en détention provisoire.

Le Havrais est poursuivi pour homicide involontaire aggravé par plusieurs circonstances :

- usage ou emprise de stupéfiants
- délit de fuite
- permis annulé (depuis octobre 2024)
- défaut d'assurance

Les deux passagers nés en 2008, mineurs au moment des faits, poursuivis pour "*abstention de porter assistance*" à la victime seront jugés par un tribunal pour mineurs ultérieurement. Ils sont sous contrôle judiciaire.

[Au Havre, boulevard Winston Churchill, la famille de Théo entretient la mémoire du jeune homme, renversé alors qu'il traversait la route. Le conducteur de 19 ans qui sera jugé avait déjà été condamné pour plusieurs délits routiers.](#) • © France Télévisions

La famille et les amis de Théo se retrouveront deux heures avant le début du procès mardi 27 janvier 2026 boulevard Winston Churchill, là où la vie du jeune homme s'est arrêtée. Ils marcheront jusqu'au palais de justice du Havre.

La sœur de la victime, Elodie, se prépare à voir pour la première fois le conducteur qui a, à peu près l'âge de son frère, et porte le même prénom. L'audience correctionnelle de 13h30 jugera ce seul dossier.

La jeune femme souhaite un jugement à la mesure de la gravité des faits et des antécédents judiciaires du prévenu. La mort de Théo est survenue deux mois avant la promulgation de la loi du 9 juillet 2025 instituant [l'homicide routier](#).

Cette nouvelle formulation remplace le terme d'homicide involontaire. Elle est utilisée pour les infractions non intentionnelles commises sur la route lorsqu'il y a eu une faute comme l'état d'ivresse, la consommation de drogue, le délit de fuite, défaut de permis, un dépassement de vitesse supérieur ou égal à 30 km/h, l'usage du téléphone en main, le refus d'obtempérer.

L'accident qui a causé la mort de Théo remplit quatre de ces circonstances.

Arnaque au “spoofing” en Seine-Maritime : les escrocs utilisent les numéros de téléphone de la police

infonormandie

3—4 minutes

En Seine-Maritime, des escrocs utilisent les numéros officiels de certains commissariats de police et de brigades de gendarmerie pour appeler des particuliers et tenter de leur soutirer des données bancaires.

Vendredi 23 Janvier 2026 - 11:34



Aucun policier ne demande des coordonnées bancaires par téléphone, rappelle-t-on avec insistance à la direction interdépartementale de la police nationale (DIPN), à Rouen. Illustration DIPN76

Depuis plusieurs jours, le même phénomène est signalé: des individus contactent des habitants en utilisant l’affichage des numéros de téléphone officiels de commissariats de police ou de brigades de gendarmerie. Sur l’écran des victimes, c’est bien le

numéro d'un poste de police qui s'affiche. En réalité, les escrocs détournent l'identification de l'appel grâce à une technique bien connue des cybercriminels : le « spoofing ».

Sous couvert d'une fausse urgence ou d'une prétendue vérification administrative, les fraudeurs engagent la conversation avec l'objectif de récupérer des informations sensibles. Certaines victimes se sont vu réclamer leurs coordonnées bancaires ou des accès à des comptes en ligne.

Appel à la plus grande vigilance



➡ En cas de doute : raccrochez et contactez directement votre commissariat ou composez le 17.

[#Prévention](#) [#Protéger](#)

Aucun policier ne demande des coordonnées bancaires par téléphone, rappelle-t-on avec insistance à la direction interdépartementale de la police nationale (DIPN), à Rouen.

Les services de police précisent qu'ils ne sollicitent jamais ce type d'information et invitent les habitants à la plus grande vigilance. Les appels suspects doivent être signalés immédiatement au 17, et aucune donnée ne doit être communiquée, même si le numéro affiché semble officiel.

Un rappel de prévention sera diffusé sur les réseaux sociaux de la police nationale de Seine-Maritime afin d'informer le public et de mettre en garde contre cette pratique en nette recrudescence.

- [En 2025, les sapeurs-pompiers de Seine-Maritime ont enchaîné plus de 85 000 interventions](#)
- [Travaux sur les ponts de Tancarville et de Normandie : restrictions prolongées sur la N182 et la N1029](#)
- [Feu de cuisine à Incheville : un homme hospitalisé après avoir inhalé des fumées](#)
- [Rave-parties, protoxyde d'azote... Les interdictions des préfets de l'Eure et de la Seine-Maritime](#)

[En ce moment](#) | [En Une](#) | [UNE.2](#) | [L'Essentiel](#) | [Yvelines](#) | [Info-Route](#) | [ENVIRONNEMENT](#) | [Elections législatives 2024](#) | [L'Info en continu](#) | [CRISE SANITAIRE](#) | [NORMANDIE](#) | [Eure](#) | [LOISIRS](#) | [En bref](#) | [SOCIAL](#) | [infoServices](#) | [ACTUALITÉ](#) | [Le journal de l'Armada 2023](#) | [L'album photo de l'Armada 2023 à Rouen](#) | [Notifications](#) | [Articles à écouter](#) | [Le journal des municipales 2026](#)

Travaux sur les ponts de Tancarville et de Normandie : restrictions prolongées sur la N182 et la N1029

infonormandie

~1 minute

Sur la **N182** (pont de Tancarville), dans le sens Le Havre vers Paris, une neutralisation de circulation est mise en place du lundi 9 h au vendredi 15 h, du lundi 26 janvier au vendredi 6 février. La vitesse est abaissée à 70 km/h.

Sur la **N1029** (pont de Normandie), entre Sandouville (Seine-Maritime) et La Rivière-Saint-Sauveur (Calvados), les travaux d'éclairage nécessitent une voie unique par sens avec alternats ponctuels. Ces restrictions sont effectives du lundi 26 janvier au dimanche 15 février, 24 h/24 hors week-end, avec vitesse limitée à 70 km/h.

Les usagers sont appelés à la vigilance, particulièrement à l'approche des zones de chantier, où la circulation pourra être ralentie.

En 2025, les sapeurs-pompiers de Seine-Maritime ont enchaîné plus de 85 000 interventions

infonormandie

3-4 minutes

Le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de Seine-Maritime vient de dévoiler son bilan 2025. Une année marquée par un nombre d'interventions toujours très élevé, avec un départ toutes les cinq minutes en moyenne. Que disent les chiffres ?

Dimanche 25 Janvier 2026 - 11:37



Les sapeurs-pompiers de Seine-Maritime lors d'une intervention dans le centre-ville de Rouen - Photo S.L./infoNormandie

En Seine-Maritime, l'an dernier, les sapeurs-pompiers ont pris en charge 69 117 victimes et réalisé 85 585 interventions, pour près de 300 000 appels traités au centre de traitement des alertes.

Des secours à la personne largement majoritaires

Plus de huit interventions sur dix concernent le secours à

personne, cœur de l'activité des soldats du feu. Les incendies, accidents de circulation, opérations diverses et risques technologiques complètent un éventail d'actions particulièrement large.

En 2025, le SDIS 76 a également déclenché 63 dispositifs de crise, témoignant de situations nécessitant une coordination renforcée.

Le service départemental s'appuie sur 4 066 agents, dont 3 364 sapeurs-pompiers volontaires et 973 professionnels. À leurs côtés, 242 personnels administratifs, techniques et spécialisés assurent le fonctionnement quotidien du dispositif.



Un maillage de 79 centres d'incendie et de secours

Avec 79 centres d'incendie et de secours (CIS) répartis sur l'ensemble du département et 995 moyens opérationnels (engins de toutes sortes), le SDIS 76 maintient un maillage territorial robuste. Les équipes ont par ailleurs conduit 1 537 visites d'établissements recevant du public, 54 visites d'industries et 50 exercices Seveso.

Un bilan qui illustre l'ampleur de la mission des sapeurs-pompiers de Seine-Maritime, engagés jour et nuit au service des 1 260 205 habitants du département (recensement de 2022).

- [Travaux sur les ponts de Tancarville et de Normandie : restrictions prolongées sur la N182 et la N1029](#)

- [Feu de cuisine à Incheville : un homme hospitalisé après avoir inhalé des fumées](#)
- [Rave-parties, protoxyde d'azote... Les interdictions des préfets de l'Eure et de la Seine-Maritime](#)
- [Yvelines : un jeune automobiliste arrêté par la police lors d'une livraison de drogue à Poissy](#)

[En ce moment](#) | [En Une](#) | [UNE.2](#) | [L'Essentiel](#) | [Yvelines](#) | [Info-Route](#) | [ENVIRONNEMENT](#) | [Elections législatives 2024](#) | [L'Info en continu](#) | [CRISE SANITAIRE](#) | [NORMANDIE](#) | [Eure](#) | [LOISIRS](#) | [En bref](#) | [SOCIAL](#) | [infoServices](#) | [ACTUALITÉ](#) | [Le journal de l'Armada 2023](#) | [L'album photo de l'Armada 2023 à Rouen](#) | [Notifications](#) | [Articles à écouter](#) | [Le journal des municipales 2026](#)

Yvetot. Cannabis, cocaïne, oxycodone : un trafic de drogue mis au jour par la gendarmerie, trois personnes interpellées

Anaëlle Dessole

1–2 minutes

L'enquête réalisée par la gendarmerie d'Yvetot a permis l'interpellation de trois individus mercredi 21 janvier. Deux d'entre eux résident à Oissel, le troisième à Grainville-la-Teinturière, près de Cany-Barville.

- **A lire aussi.** [Près de Tôtes. Deux septuagénaires inhalent un mélange de vinaigre et d'eau de javel](#)

Drogue, argent liquide et téléphone

Lors de l'interpellation, les militaires découvrent 15 grammes de cannabis, 12 de cocaïne et plus de 50 grammes d'oxycodone (un médicament de type opioïde) ainsi que de l'argent liquide et des téléphones. Si les quantités peuvent paraître faibles, elles permettent aux forces de l'ordre de caractériser le trafic.

Cette affaire a commencé l'été dernier, par la découverte d'un échange à la gare d'Yvetot.

Les individus ont été contrôlés, et si un flagrant délit n'a pu être établi à ce moment-là, l'enquête a permis d'établir les faits.

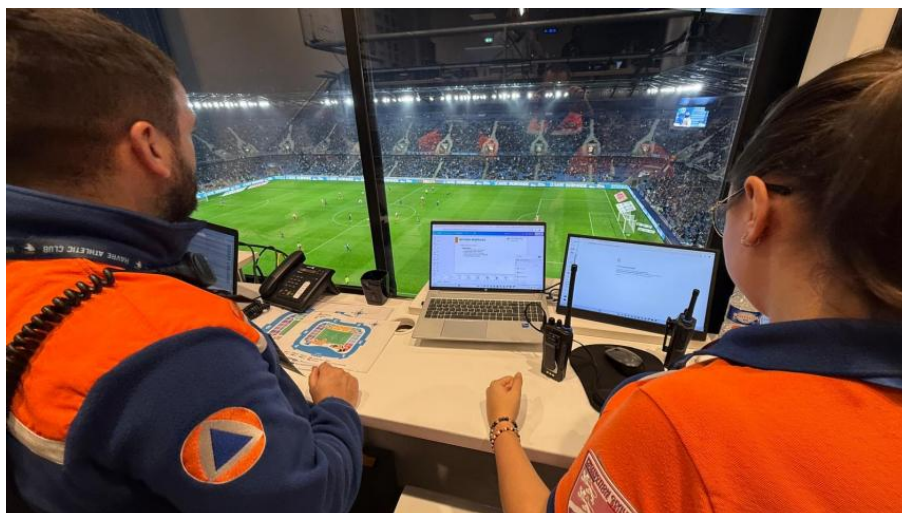
Les trois suspects ont été placés en garde à vue, présentés au parquet et sont convoqués devant la justice.

HAC Football : découvrez le rôle clé des bénévoles de la Protection civile au stade Océane

Laure Ferrari

6-7 minutes

Avant les matchs du HAC à domicile, nous explorons des thèmes liés au club, au football, hors du terrain. Pour le nouveau volet de la rubrique « Les HACôtés », gros plan sur les secouristes de la Protection civile Normandie-Seine.



Depuis le 5e étage du stade, les secouristes du poste de commandement sécurité, coordonnent leurs collègues dans les gradins ou proches du terrain. - PCNS



Publié: 24 Janvier 2026 à 07h11 Temps de lecture: 1 min

Ils ne sont ni militaires, ni pompiers et ne sont pas salariés. Dans les travées du stade ou au bord du terrain, leurs tenues ne passent pas inaperçues. Sur place parmi les premiers, trois heures avant le

match, et les derniers une fois l'évacuation complète de l'enceinte, les bénévoles de la Protection civile se déploient avec une mission : « *Prendre en charge toutes les personnes dans l'enceinte du stade, public ou joueurs, qui pourraient être en difficulté* », résume son président Bastien Certain qui ne cache pas la « *fierté d'accompagner le club d'élite* », en plus du STB pour le basket ou du handball aux Docks Océane.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

La Protection civile est une association loi 1901 agréée par le ministère de l'Intérieur et intégrée au dispositif de sécurité civile. En Seine-Maritime et dans l'Eure, elle est représentée par [l'antenne Protection civile Normandie Seine](#), une structure indépendante qui compte environ 200 bénévoles et quatre salariés. Ses équipes sont réparties notamment entre Le Havre, Rouen, Val-de-Reuil et plusieurs communes du territoire.

Des « répétitions » avant chaque match

L'association s'articule autour de trois grands piliers : les missions de secours, la formation et l'aide aux personnes. Le premier pilier constitue son cœur d'activité, avec près de 400 dispositifs prévisionnels de secours mis en place chaque année sur des événements culturels et sportifs. C'est dans ce cadre qu'elle intervient depuis le début de la saison 2025-2026 lors des matchs du Havre Athletic Club, aussi bien pour l'équipe masculine que féminine.



Jusqu'à 30 secouristes bénévoles sont mobilisés pour chaque rencontre du HAC à domicile. - PCNS

À chaque rencontre au Stade Océane, entre 25 et 30 secouristes bénévoles sont mobilisés. Quatre postes de secours sont répartis dans les tribunes pour prendre en charge le public, tandis qu'une équipe spécifique est positionnée au bord du terrain pour intervenir en cas de blessure ou de malaise d'un joueur. « *Elle effectue des*

manœuvres de répétition avant chaque match avec un médecin urgentiste pour que chaque secouriste connaisse parfaitement sa place et son rôle. » Une autre équipe est dédiée au transport éventuel vers l'hôpital. L'ensemble du dispositif est coordonné depuis le poste de commandement sécurité, en lien avec la police et le club.



Les secouristes sont aussi postés dans les gradins. - Paris Normandie/ Boris Maslard

Du petit bobo au malaise

Sur 19 matchs, une centaine de prises en charge ont été enregistrées, du petit bobo au malaise, principalement pour le public. Les interventions sur le terrain restent rares (un joueur depuis août 2025) mais la pression médiatique des retransmissions télévisées est palpable dans les rangs des secouristes. La présence des caméras impose « une rigueur extrême » pour les bénévoles lors d'un brancardage : *« L'enjeu c'est de sortir la victime du terrain en sécurité avec les gestes qui s'imposent mais sans perdre de temps. L'idée c'est de pouvoir reprendre le match dans les meilleurs délais »*, confirme Léa Dieppois, directrice de l'association.

Présents mais discrets, bénévoles mais tellement pros, les secouristes de la Protection civile Normandie Seine s'offrent une belle vitrine avec le HAC Football. Cette visibilité accrue leur permettra, espèrent-ils, de [promouvoir le recrutement permanent de nouveaux membres](#).

Lire aussi

Près du Havre, des travaux sur un pont imposent une déviation pour deux nuits

Incendie, donation littéraire, terminal gazier qui s'en va... Ça s'est passé cette semaine au Havre et alentour

Football – HAC. Ce qu'on a aimé, et moins aimé, du duel avec l'AS Monaco

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[HAC Le Havre](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



Près du Havre, des travaux sur un pont imposent une déviation pour deux nuits



[Incendie, donation littéraire, terminal gazier qui s'en va... Ça s'est passé cette semaine au Havre et alentour](#)



[Football – HAC. Ce qu'on a aimé, et moins aimé, du duel avec l'AS Monaco](#)



[Habiter autrement : trois questions à Hélène Devaux, invitée de l'Université populaire de Montivilliers](#)



Près du Havre, de nombreux foyers ont été privés d'électricité
samedi 24 janvier 2026



Football – Coupe de France féminine : le HAC poursuit sa route et
verra les quarts de finale !

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

En Seine-Maritime, moins de décès sur les routes, mais une situation préoccupante

4-5 minutes

Il y a eu moins de tués sur la route en 2025 en Seine-Maritime, mais cette baisse n'atteint toutefois pas les chiffres plus bas enregistrés par exemple en 2021, 2023 et 2019.

Sur le même thème

[Accident](#)

[Sécurité routière](#)

Article réservé aux abonnés



Les forces de l'ordre ont poursuivi les contrôles tout au long de l'année 2025. ©Isabelle VILLY/Archives

Par [Isabelle Villy](#) Publié le 24 janv. 2026 à 17h38

Les chiffres provisoires de l'accidentalité en Seine-Maritime pour 2025, ont été dévoilés par la préfecture : certes, le nombre de décès est en baisse, 46 [contre 59 en 2024](#), mais ce résultat doit être nuancé au regard des années précédentes : le chiffre est en effet **supérieur à 2021 et 2023** (41 tués) et loin du minimum

recensé en 2019, à savoir 35 tués. Ajoutons qu'en 2025, 655 accidents ont été comptabilisés, qui ont fait 804 blessés.

Le lourd tribut des moins de 24 ans

Plusieurs facteurs sont à l'origine des accidents recensés en 2025 : près de la moitié des victimes (48 %) **sont des usagers vulnérables**, à savoir neuf piétons, dix utilisateurs de deux-roues motorisés et trois cyclistes. Les moins de 24 ans paient par ailleurs un lourd tribut avec 13 décès constatés dans cette tranche d'âge.

« Quinze accidents mortels ont été engendrés par **une vitesse excessive ou inadaptée**, treize autres ont pour origine le non-respect du Code de la route (contresens, dépassement dangereux, changement de file, règle de priorité), quatorze sont liés à l'alcool ou aux stupéfiants », détaillent les services de la préfecture, qui souligne que le non-port de la ceinture de sécurité constitue un facteur aggravant : cinq des usagers de la route tués dans le département ne portaient en effet pas leur ceinture de sécurité.

Conduites addictives : 223 000 dépistages en 2025

Pourtant, les forces de l'ordre ont été présentes de façon constante sur les routes : 223 000 dépistages de conduites addictives avaient en effet été réalisés à fin octobre 2025. Le préfet rappelle d'ailleurs que « le cadre législatif s'est durci avec la loi du 9 juillet 2025 qui définit désormais l'homicide routier ».

En application de cette loi, les excès de vitesse de plus de 50 km/h sont ainsi considérés **comme un délit pénal**, depuis le 29 décembre 2025.

Prévention : des actions ciblées

Les services de la préfecture rappellent que le volet prévention n'a pas été oublié : 30 000 personnes ont ainsi été sensibilisées à travers 212 actions dans tout le département, que ce soit au sein d'établissements scolaires, d'associations, d'entreprises, de collectivités ou encore auprès d'agents de services de l'État et du grand public. « Ces actions ont permis de sensibiliser aux conduites à risque (alcool, stupéfiants, vitesse, distracteurs...), ainsi qu'aux nouvelles mobilités douces et aux risques liés à la conduite des deux-roues », précise la préfecture.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Un nouveau garde champêtre pour renforcer la sécurité dans cette commune près de Dieppe

~3 minutes

Depuis le 6 janvier 2025, cette commune près de Dieppe (Seine-Maritime) accueille un nouveau garde champêtre. Il a pour objectif de renforcer la sécurité pour trois collectivités.

Sur le même thème

[Sécurité civile](#)

[Sécurité routière](#)



Jérôme Batzenschlager est le nouveau garde champêtre de Luneray (Seine-Maritime) en poste depuis le 6 janvier 2026. ©Les Informations dieppoises

Par [Rédaction Dieppe](#) Publié le 25 janv. 2026 à 9h00

La municipalité de [Luneray \(Seine-Maritime\)](#) accueille depuis peu un **nouveau garde champêtre**. Jérôme Batzenschlager est en poste depuis le 6 janvier 2026.

Son arrivée marque le **renforcement de la sécurité** et le retour au bon ordre dans le respect des arrêtés municipaux pour les trois

collectivités qui l'ont recruté mutuellement : Luneray, Gruchet-Saint-Siméon et Avremesnil.

Un ancien brigadier

Âgé de 37 ans, Jérôme Batzenschlager est originaire du Pas-de-Calais mais il vit en Normandie depuis 17 ans.

De 2009 à 2017, il a occupé le poste d'agent de surveillance de la voie publique pour la communauté d'agglomération Caux Seine Agglo, avant de passer le concours pour devenir garde champêtre.

Il travaillait ces dernières années en brigade et a décidé de mettre ses compétences au service de la commune de Luneray et des deux villages voisins.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Le garde champêtre occupe une fonction clé dans la vie rurale. Il aura à cœur de tisser des liens de proximité avec les habitants.

Une de ses missions est certes de faire appliquer et respecter les arrêtés municipaux, veiller au bon stationnement des usagers, mais la prévention et la sécurité restent des priorités. Parmi ses missions, il aura aussi à gérer le marché du dimanche, le contrôle des nuisances, le traitement des conflits de voisinage ou encore la lutte contre les dépôts sauvages d'ordures.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Étretat. Endommagé par la tempête Goretti, le casino espère rouvrir avant l'été

Célia Caradec

~2 minutes

C'est l'un des stigmates les plus visibles du passage de la tempête Goretti, le vendredi 9 janvier dernier. Le casino d'Étretat, établissement du groupe JOA, [a été très endommagé par les vagues](#), qui ont brisé la vitrine et balayé le matériel, endommageant une partie du bâtiment. Un incident qui n'a heureusement pas fait de blessé.

Maintien de salaire à 100 %

Deux semaines après, l'établissement reste fermé temporairement. *"Cette fermeture est indispensable pour permettre la réalisation des expertises techniques, puis des travaux de remise en état nécessaires"*, informe JOA dans un communiqué, vendredi 23 janvier. *"L'objectif est de permettre une réouverture du casino à l'horizon du mois de mai prochain, espère le groupe, sous réserve de l'avancement des travaux et des validations réglementaires."* Pendant cette période de fermeture, les salariés *"bénéficieront d'un maintien de salaire à hauteur de 100 %"* annonce JOA. Ce site compte 23 équivalents temps plein.

Un autre site à Fécamp

Le groupe est également implanté à Fécamp, où le casino reste ouvert et accueille le public normalement. Dans la cité des Terre-Neuvas, [le casino a déménagé fin 2024 sur la Mâtüre](#), un site bien moins exposé que le précédent, en front de mer, [précisément en raison des risques de submersion marine](#).

Travaux sur les ponts de Tancarville et de Normandie : restrictions prolongées sur la N182 et la N1029

infonormandie

~1 minute

Sur la **N182** (pont de Tancarville), dans le sens Le Havre vers Paris, une neutralisation de circulation est mise en place du lundi 9 h au vendredi 15 h, du lundi 26 janvier au vendredi 6 février. La vitesse est abaissée à 70 km/h.

Sur la **N1029** (pont de Normandie), entre Sandouville (Seine-Maritime) et La Rivière-Saint-Sauveur (Calvados), les travaux d'éclairage nécessitent une voie unique par sens avec alternats ponctuels. Ces restrictions sont effectives du lundi 26 janvier au dimanche 15 février, 24 h/24 hors week-end, avec vitesse limitée à 70 km/h.

Les usagers sont appelés à la vigilance, particulièrement à l'approche des zones de chantier, où la circulation pourra être ralentie.

Près du Havre, des travaux sur un pont imposent une déviation pour deux nuits

Romain Huynh

4–5 minutes

Dans le cadre de l'extension du tramway, le pont situé sur l'avenue de la Belle étoile, à Montivilliers, doit faire l'objet de travaux. Ces derniers nécessitent de couper la circulation pour deux nuits, début février.



Une phase particulièrement sensible des travaux va nécessiter la fermeture d'une section de route. - Romain Huynh/Paris Normandie



Publié: 26 Janvier 2026 à 07h06 Temps de lecture: 1 min

Les usagers de la RD 488, à [Montivilliers](#), aussi connue comme l'avenue de la Belle étoile, devront faire un détour pour leurs déplacements nocturnes, du mardi 3 au jeudi 5 février 2026.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

En cause, des travaux réalisés sur le pont routier qui surplombe la voie ferrée. Ces travaux, qui ont commencé en novembre 2025,

s'inscrivent dans l'ensemble des [chantiers liés à l'extension du tramway](#) et devraient durer environ 18 semaines « *avec des contraintes de circulation en fonction des phases de travaux* », indique le Département de Seine-Maritime. Une phase, toutefois, sera particulièrement sensible : il s'agit de remplacer les 18 appareils d'appui du pont, « *assimilables à des coussins amortisseurs* », sur lequel repose le tablier.

Une section de route fermée à la circulation

Pour ce faire, il faudra lever le tablier par vérinage, pour retirer les anciens appareils d'appui et placer les nouveaux. Cette opération ne peut être réalisée que hors circulation, c'est pourquoi la section de la RD 488, entre les giratoires Jean Monnet et de la Vallée, sera fermée pendant les deux nuits du 3 au 5 février, de 20 h à 6 h.

Les services du Département et l'entreprise Freyssinet, en charge des travaux, mettront en place des déviations pendant ces deux nuits.

Lire aussi

[Incendie, donation littéraire, terminal gazier qui s'en va... Ça s'est passé cette semaine au Havre et alentour](#)

[Football – HAC. Ce qu'on a aimé, et moins aimé, du duel avec l'AS Monaco](#)

[Habiter autrement : trois questions à Hélène Devaux, invitée de l'Université populaire de Montivilliers](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Montivilliers \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)





Près du Havre, des travaux sur un pont imposent une déviation pour deux nuits



Incendie, donation littéraire, terminal gazier qui s'en va... Ça s'est passé cette semaine au Havre et alentour



Football – HAC. Ce qu'on a aimé, et moins aimé, du duel avec l'AS Monaco





[Habiter autrement : trois questions à Hélène Devaux, invitée de l'Université populaire de Montivilliers](#)



[Près du Havre, de nombreux foyers ont été privés d'électricité samedi 24 janvier 2026](#)



[Football – Coupe de France féminine : le HAC poursuit sa route et verra les quarts de finale !](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

À Mont-Saint-Aignan, le réaménagement de la place Colbert se précise avec l'aide des habitants

Paris Normandie

4–5 minutes

Lors d'une nouvelle réunion publique, les habitants de Mont-Saint-Aignan ont été sollicités pour affiner le projet de réaménagement de la place Colbert.



Les travaux d'aménagement de la place Colbert à Mont-Saint-Aignan doivent démarrer en 2027. - Archives Paris Normandie



Publié: 26 Janvier 2026 à 07h15 Temps de lecture: 1 min

Un nouveau cap a été franchi jeudi 22 janvier lors de la réunion organisée par la mairie de Mont-Saint-Aignan en présence de représentants de la Métropole ainsi que d'une quarantaine d'habitants volontaires pour donner leur avis sur la finalisation des travaux envisagés pour la [réhabilitation](#) de la place Colbert.

Importance pour les commerçants

Le projet a été lancé il y a [huit ans](#) lors du premier mandat de Catherine Flavigny. La maire tient à rappeler en l'occurrence l'importance pour les commerçants et les habitants de la commune de cette requalification au cœur de l'un des quartiers emblématiques de Mont-Saint-Aignan. *« J'ai voulu y associer les usagers de la place Colbert, très attachés à leurs commerces en dur et au marché en plein air. Le défi que nous avons relevé était de proposer une nouvelle approche des lieux : plus conviviale, intergénérationnelle, plus écologique aussi tout en préservant pratiquement toutes les places de stationnement sans défavoriser les « déplacements doux » : piéton, trottinette, mais aussi les poussettes et les fauteuils des personnes à mobilité réduite. »*



Les habitants présents se sont montrés studieux. - Paris Normandie

Travaux dans un an

Après une présentation du projet par l'entreprise paysagiste et urbaniste Arcade, la parole a été donnée aux habitants, réunis par petits groupes, sur des thématiques portant sur le mobilier urbain, l'éclairage, le patrimoine végétal, l'usage des lieux et les modes de déplacement. Parmi les propositions émises par les rapporteurs des tables rondes, on a notamment pu entendre : *« Il faudrait des bancs avec dossiers, une signalétique indiquant par où rejoindre le cinéma Ariel et l'Espace Culturel Marc-Sangnier, planter des arbres à feuillages persistants, imaginer dans « l'espace des festivités »*

des expositions, des jours de fête et des évènements permettant la participation d'étudiants. »

Il reste désormais à faire preuve de patience, le lancement des travaux aura lieu dans un an avec une inauguration deux ans plus tard.

Lire aussi

[Au collège Fontenelle à Rouen, la mémoire des juifs déportés lors des rafles, désormais préservée](#)

[Réseaux sociaux. Cash, la sénatrice normande Morin-Desailly : « D'un coup, Macron s'occupe du sujet »](#)

[Hockey sur glace – Ligue Magnus : encore des points perdus pour les Dragons de Rouen...](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Mont-Saint-Aignan \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[À Mont-Saint-Aignan, le réaménagement de la place Colbert se précise avec l'aide des habitants](#)





Municipales 2026 : Julien Cordier, maire depuis 2022 de Cailly, veut confirmer aux élections



Au collège Fontenelle à Rouen, la mémoire des juifs déportés lors des rafles, désormais préservée



Réseaux sociaux. Cash, la sénatrice normande Morin-Desailly : « D'un coup, Macron s'occupe du sujet »





[Hockey sur glace – Ligue Magnus : encore des points perdus pour les Dragons de Rouen...](#)



[À Rouen, la justice sonne la fin de partie pour le sauna libertin l'Exotica et son mystérieux gérant](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Bolbec : au Val Ricard, des travaux lancent la transformation d'un quartier de 1,2 hectare

Coline Poiret-Mellier

5-6 minutes

À Bolbec, les travaux ont débuté au Val Ricard. Depuis le 5 janvier 2026, une vaste friche de 1,2 hectare située rue Georges-Lemaître est en cours de démolition.



Depuis le début du mois de janvier, les premières démolitions ont démarré sur la friche du Val Ricard, un site de 1,2 hectare appelé à être requalifié dans les prochaines années. - Photo Coline Poiret-Mellier



Publié: 25 Janvier 2026 à 18h25 Temps de lecture: 1 min

Grilles de chantier, engins en action, premières démolitions...

Depuis le lundi 5 janvier 2026, le quartier du [Val Ricard entre dans une nouvelle ère](#). À Bolbec, une vaste friche de 1,2 hectare

commence à disparaître pour laisser place à un futur projet urbain encore en réflexion.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Les premières pelleteuses entrent en action

Rue Georges-Lemaître, les signes du changement sont déjà visibles. Après cinq ans de réflexion sur l'avenir du quartier, une étape clé vient d'être franchie : la démolition d'une grande partie des bâtiments du Val Ricard a débuté.

Cette friche se compose de deux secteurs distincts : une partie privée et l'ancien site de la fonderie. Pour la première, la commune est devenue propriétaire en 2025, via l'Établissement public foncier de Normandie, qui accompagne la Ville. *« Cette phase de démolition doit durer environ cinq mois »*, précise le maire de Bolbec, Christophe Doré.

Curage, amiante et recyclage des matériaux

Le curage est déjà achevé. Une entreprise spécialisée intervient actuellement pour traiter la présence d'amiante dans certains édifices.

Comme sur ce type de chantier, les matériaux issus de la démolition sont triés et recyclés. Quelques arbres jugés menaçants seront également abattus. Une fois les bâtiments démolis, débutera la phase de dépollution du site. *« Avec la neige et la tempête au début du mois, l'entreprise a pris un peu de retard. Il y a eu des difficultés pour acheminer les engins sur le site du chantier. Mais ils avancent vite, ça ne devrait pas trop se répercuter sur les délais de livraison »*, assure l'édile.

Les vestiges de l'ancienne fonderie ne seront, eux, démolis que dans un second temps. Le site industriel ayant fait l'objet d'une liquidation judiciaire, les démarches administratives sont plus longues. *« Une commission qui se réunira en mars prochain doit officiellement déclarer le site "bien sans maître". C'est seulement à partir de ce moment-là que nous pourrons en devenir propriétaires et programmer les travaux »*, explique le maire.

Un projet encore en réflexion

Pendant toute la durée du chantier, la circulation rue Georges-Lemaître sera impactée. Une réunion d'information s'est tenue

avec les riverains. Le stationnement sera restreint et certaines phases nécessiteront la fermeture temporaire de la voie. « *Nous avons convenu avec les entreprises de planifier ces fermetures pendant les vacances scolaires pour diminuer l'impact* », souligne Christophe Doré.

Si la démolition marque un tournant concret, l'avenir du site reste à définir. La municipalité évoque la construction de logements, l'implantation de surfaces destinées à des entreprises locales, ainsi que des stationnements.

Le projet devra toutefois tenir compte des contraintes environnementales, notamment des études sur les risques d'inondation et les phénomènes de ruissellement.

Lire aussi

[Beuzeville-la-Grenier : avec le film Zéphyr en avant-première, le village se met en scène](#)

[Municipales 2026 : comment la mission locale de Lillebonne pousse les jeunes aux urnes](#)

[Saint-Valery-en-Caux : le Squalle club organise un concours de pêche sur deux jours](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Bolbec \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Bolbec](#)





Bolbec : au Val Ricard, des travaux lancent la transformation d'un quartier de 1,2 hectare



Beuzeville-la-Grenier : avec le film Zéphyr en avant-première, le village se met en scène



Video

« Un caractère innovant » : en pays de Caux, Multinnov lance un nouveau robot inspecteur de canalisations





Video

[On passe à table avec Cécilia Thune : « Parler, ce n'est pas se plaindre, c'est mettre des mots sur ce qu'on vit »](#)



Photo

[Le RNR et le Rugby Club Yvetotais, main dans la main](#)



[Municipales 2026 : comment la mission locale de Lillebonne pousse les jeunes aux urnes](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Prévu pour 2025 mais toujours en travaux : où en est le chantier du jardin proche de l'Aître Saint-Maclou ?

4-5 minutes

En travaux depuis 2024, l'ancien terrain vague à côté de l'Aître Saint-Maclou doit devenir un jardin de 1500 m². Annoncé pour fin 2025, il pourrait finalement voir le jour cet été.

Sur le même thème

[Aître Saint-Maclou](#)

[Travaux](#)

Article réservé aux abonnés



Les travaux à côté de l'Aître Saint-Maclou à Rouen (Seine-Maritime) doivent déboucher sur un jardin cet été. (©Rachel Quenot)

Par [Rédaction Normandie](#) Publié le 24 janv. 2026 à 13h20

Depuis le 24 novembre 2025, on peut apercevoir des travaux à côté de l'Aître de Saint-Maclou, en plein cœur de [Rouen](#). Ils doivent déboucher sur un espace vert de 1500 m², ouvert au public. Mais alors que l'ouverture de celui-ci était prévue pour fin 2025, **les**

travaux continuent. Jusqu'à quand ?

Une centaine d'habitants consultés

Le maire de Rouen Nicolas Mayer-Rossignol, présent sur les lieux lors d'une visite du chantier jeudi 22 janvier 2026, insiste sur sa volonté de créer plus d'espaces verts dans la ville. Après [le jardin de la Halle aux toiles](#), le maire annonce vouloir donner « une nouvelle fraîcheur à Saint-Maclou ».

Porté notamment par Fatima El-Khili, adjointe à la ville durable, l'urbanisme et le patrimoine bâti municipal, ce projet a bénéficié d'une **forte mobilisation citoyenne**. Dès les premières réunions, près d'une centaine d'habitants ont été consultés, avant qu'une équipe d'une trentaine de personnes ne s'implique activement pour soutenir et faire avancer le projet.

Un retard, plusieurs causes

Un projet qui a pris du retard, suite à certaines complications. Notamment une **difficulté à regagner le terrain**, qui est à l'origine un terrain protégé, afin de rendre l'espace public. Mais aussi **un retard pour planter et faire pousser la végétation** du futur square. La flore sélectionnée a toutefois été pensée pour durer dans le temps et résister aux fortes chaleurs, dans une volonté de « naturaliser la ville ».

Positionné dans l'ancien terrain vague entre la rue d'Amiens et l'Aître Saint-Maclou, ce jardin répond à une demande publique après [les événements de la rue du Rosier](#). « On va prendre notre mal en patience mais après ce sera beau » affirme Nicolas Zuili, adjoint de quartier à la mairie de Rouen, secteur rive droite.

Un espace prévu pour les enfants

Par suite de plusieurs concertations, **un vote a eu lieu pour définir l'ambiance** qu'aura le futur jardin. Une inspiration qui provient du « romantisme », mouvement datant du XIX^e siècle, est finalement retenue comme thématique finale.

Avec **un budget estimé à 605 000 euros** et une zone qui s'étend à 1500 m², les passants pourront retrouver une zone de détente avec des bancs, une pergola et un verger. Pour les enfants, une maisonnette, des rondins de bois et des jeux pour tester l'équilibre seront à disposition.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)



Les plans du futur jardin prévu à côté de l'Aître Saint-Maclou
(©Ville de Rouen)

Une ouverture pour accéder à l'Aître Saint-Maclou reste encore en réflexion. Des gradins seront installés entre la partie nord et la partie sud du jardin, et **un bassin aquatique sera mis en place.**

À quand une ouverture pour le public ?

Le maire de Rouen espère pouvoir permettre **l'ouverture du jardin en été 2026**. Pour empêcher des personnes de venir la nuit et de déranger le voisinage, une installation permettra une fermeture la nuit.

Pour ce qui est des horaires et du nom de ce futur jardin, les informations seront communiquées ultérieurement. Un panneau avec toutes les indications nécessaires au public doit être affiché.

Rachel Quenot

Suivez l'actualité de Rouen sur notre [chaîne WhatsApp](#) et sur notre [compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Près d'Elbeuf, un quartier résidentiel va-t-il voir le jour sur cette ancienne friche polluée ?

5-7 minutes

À Saint-Pierre-lès-Elbeuf, une friche industrielle devait accueillir un quartier résidentiel en 2025. Or, à l'heure actuelle, les travaux n'ont pas encore commencé. Explications.

Sur le même thème

[Immobilier](#)

[Logement](#)

[Logements sociaux](#)

Article réservé aux abonnés



La friche de l'ancienne usine Akzonobel, à Saint-Pierre-lès-Elbeuf (Seine-Maritime), devait accueillir un nouveau quartier résidentiel en 2025, mais reste aujourd'hui inoccupée. ©Emilien Jacques

Par [Emilien Jacques](#) Publié le 25 janv. 2026 à 20h53

Il y a un peu plus de trois ans, la municipalité de [Saint-Pierre-lès-Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#) présentait un projet ambitieux à ses habitants. La [création d'un quartier résidentiel](#) sur près de quatre

hectares entre la rue de La Villette et la rue Becquet, à proximité du parc d'activité de l'Oison, là où se trouvait l'usine **désaffectée** Akzonobel. Après la déconstruction et la **dépollution** du site, rien ne semblait empêcher ce vaste **projet immobilier** d'arriver à son terme. Pourtant, aucun coup de pelle n'a été donné depuis, aucune pierre n'a été posée. La seule trace de ce **mystérieux** projet est un panneau abîmé par le temps, dressé sur ce qui reste aujourd'hui qu'un simple terrain vague.

Une reconversion idéale

En 2014, la fermeture de l'usine de fabrication de peinture **Akzonobel** laisse au cœur de Saint-Pierre-lès-Elbeuf une **friche** de 3,9 hectares inoccupée, polluée, parfois squattée et qualifiée rétrospectivement de « **verrue** dans le tissu urbain » par la maire Nadia Mezrar. Mais en 2021, la municipalité entrevoit une issue positive à ce dossier qui s'éternise. « Nous avons eu, avec le groupe Lhotellier, une opportunité de reprise et de **reconversion** du site », rapporte la première élue. L'opérateur en construction se met à travailler conjointement avec la Ville et le promoteur immobilier Edouard Denis pour **réaménager** cet espace et en faire un quartier résidentiel axé sur la mixité sociale et le respect de l'environnement.

Ainsi, en novembre 2022, a lieu une réunion publique au cours de laquelle les Saint-Pierrais découvrent dans le détail le projet retenu : la construction d'environ **140 logements** composés d'appartements et de maisons, mis en vente ou en location, et de **terrains à bâtir**. Le tout articulé autour d'un parc paysager bordé par un espace de stationnement dans la rue de La Villette. « L'idée était que cela soit **qualitatif** et équilibré dans sa composition », résume Nadia Mezrar.

Le promoteur claque la porte

Dans les deux années qui suivent cette présentation, le site est déconstruit, **désamianté** et les sols sont **dépollués**, comme prévu. « La déconstruction de la friche redonne de la qualité aux maisons autour, commente la maire. On redonne de la sérénité au quartier ». En parallèle, le promoteur Edouard Denis entame la **commercialisation** et la pré-réservation des lots qui prévoient d'être livrés d'ici à juin 2025.

Or, en ce début d'année 2026, rien n'est encore sorti de terre, tout simplement parce que les lots ne se sont **pas vendus**. Le

promoteur a même décidé de quitter le navire en fin d'année dernière. Selon Nadia Mezrar, « ce contretemps vient de la situation du **marché immobilier** ». Elle explique : « Il y a eu la crise immobilière, la fin du prêt à taux zéro, l'accès au crédit a été freiné... » Pour autant, le projet n'a jamais été abandonné par la municipalité selon l'élue, rapportant le souhait du groupe Lhotellier de « poursuivre le projet même si le promoteur n'est plus partenaire », via sa filiale Lhotellier Immobilier.

« Pas d'inquiétude »

Aujourd'hui, la municipalité entend donner une **nouvelle impulsion** à ce dossier épineux, sans bouleverser ce qui avait été envisagé il y a trois ans. Le nombre de logements prévu n'a pas changé, les places de stationnements et le parc urbain sont toujours **d'actualité**. « Il n'y aura pas de révolution, assure Nadia Mezrar. Hormis qu'on va être encore plus qualitatif sur la question **environnementale**. » Avec des constructions en bois et une forte végétalisation, « on est sur une vision très **progressiste** et durable », estime l'élue.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

On veut créer du logement, mais on ne veut pas le faire n'importe comment.

Derrière la relance de ce projet, la question du **logement** est évidemment fondamentale. Une telle offre permettrait à de nombreux Saint-Pierrais en quête de changement de ne pas se tourner vers d'autres communes. Des habitants qui, pour la plupart d'entre eux, n'ont pas eu vent des **rebondissements** dans le dossier Akzonobel, la ville n'ayant pas communiqué sur le sujet depuis la dernière réunion publique de 2022.

« C'est normal que les gens s'interrogent. Le moment venu, on informera sur l'évolution de ce projet », promet Nadia Mezrar, avant de se montrer confiante pour la suite des événements, persuadée que cette fois-ci, les lots proposés trouveront preneurs : « La ville est **attractive**, elle est recherchée, il n'y a pas d'inquiétude. »

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

À Rouen, la justice sonne la fin de partie pour le sauna libertin l'Exotica et son mystérieux gérant

Sylvain Auffret

6–8 minutes

Fermeture administrative, liquidation judiciaire, poursuites pénales... La reprise du sauna libertin rouennais l'Exotica a viré au fiasco. Son gérant a été condamné début janvier 2026.



Publié: 25 Janvier 2026 à 16h07 Temps de lecture: 2 min

RIP l'Exotica. Ce sauna libertin rouennais, [fermé administrativement](#) pour 6 mois depuis le 10 septembre 2025, ne rouvrira pas. Déjà liquidé judiciairement, son dirigeant, J.N., a été jugé, en son absence pour raison médicale, vendredi 9 janvier pour plusieurs infractions. Le tribunal correctionnel de Rouen a dû démêler l'écheveau touffu de cette affaire.

Vendu en juillet 2023 à un couple, le sauna est placé en redressement judiciaire en décembre 2024 et une mandataire judiciaire nommée. Deux mois plus tard, cette dernière demande la liquidation de la société à laquelle, J.N., propriétaire unique du groupe N. président de la société exploitant le sauna, s'oppose. Le 4 mars la liquidation judiciaire est prononcée par le tribunal de commerce de Rouen. La veille, ont été portées au registre du commerce les informations selon lesquelles la société a en fait déjà été dissoute en octobre 2024 et tous ses avoirs transférés à une société enregistrée aux États-Unis, via une transmission universelle de patrimoine (Tup).

Rien n'est déclaré

Le 13 juin 2025, lors d'un contrôle, la police constate plusieurs irrégularités. Pas de déclaration à la Sacem de la musique diffusée, pas de licence 4 pour les cocktails alcoolisés servis et pas d'autorisation pour les caméras, qui filment les parties où clients et clients s'ébattent, voire un employé après ses heures de travail. Ce qui lui a valu d'être licencié par le couple qui avait accès au système depuis son domicile à Majorque (Espagne). Des employés autoentrepreneurs, mais travaillant comme des salariés, non déclarés, et qui s'avéreront être payés en liquide, pas toujours en temps et en heure.

Il se retourne contre les policiers

Convoqués après la visite, deux employés ne se présentent pas déclarant que le sauna constitue « *un système privé autonome ne reconnaissant aucune autorité extérieure* », lit le président. Pis, fin juin la police est destinataire de trois injonctions émises par J.N., à payer 800 000 euros pour le préjudice financier, 280 000 euros pour le préjudice personnel, 240 000 euros pour celui de l'employée supervisant le sauna le 13 juin. Des injonctions à payer sous cinq jours accompagnées d'un courrier indiquant qu'en cas de nouveau contrôle des plaintes seraient déposées contre la police pour harcèlement. Et un courriel quelques jours après exigeant la cessation de toutes activités coercitives.

Mandat de recherche

Une perquisition le 10 juillet amène finalement l'audition des employés. Un mandat de recherche est émis concernant J.N., qui manifestement continue à penser qu'il ne relève pas d'une juridiction française : il a demandé à l'employée de remettre de nouvelles caméras (saisies le 10 juillet) et indique sur un réseau social vouloir rouvrir le 5 septembre. Ce trentenaire sans enfant finira interpellé à la Londe et placé en garde à vue.

« On détecte aisément l'originalité de sa personnalité qui confine à la marginalité. »

Me Hortense Verilhac, Avocate du gérant de l'Exotica

Pour l'ensemble de ces infractions, le ministère public requiert 30 000 euros d'amende, dont 20 000 avec sursis, et une interdiction de gérer une entreprise pendant 2 ans. Me Hortense Verilhac évoque un problème de santé psychique de son client, lequel « *assume la responsabilité de ses actes sans avoir eu l'intention de commettre des délits* », « *dépassé par les exigences légales* ».

« On détecte aisément l'originalité de sa personnalité qui confine à la marginalité ». Quant à la Tup, celle-ci étant antérieure à la désignation de la mandataire judiciaire, il était « *persuadé qu'elle [la désignation] n'était pas légale* ». Le problème étant que l'inscription de la nouvelle société à l'institut national de la propriété intellectuelle étant postérieure, la procédure de redressement puis de liquidation était valide.

D'autres procédures à venir ?

J.N. a été condamné à 30 000 euros d'amende avec sursis et interdiction de gérer directement, ou indirectement, une entreprise pendant deux ans. Ses rapports avec l'autorité souveraine ne sont peut-être pas pour autant terminés. Outre une procédure d'expulsion engagée par le propriétaire des murs du sauna pour des loyers impayés, il est visé par des plaintes déposées par l'ancien gérant pour n'avoir pas été payé de la totalité du prix de vente. L'autonomie est un long chemin semé d'embûches...

Lire aussi

[À Mont-Saint-Aignan, le réaménagement de la place Colbert se précise avec l'aide des habitants](#)

[Au collège Fontenelle à Rouen, la mémoire des juifs déportés lors des rafles, désormais préservée](#)

[Réseaux sociaux. Cash, la sénatrice normande Morin-Desailly : « D'un coup, Macron s'occupe du sujet »](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Justice Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)





À Mont-Saint-Aignan, le réaménagement de la place Colbert se précise avec l'aide des habitants



Municipales 2026 : Julien Cordier, maire depuis 2022 de Cailly, veut confirmer aux élections



Au collège Fontenelle à Rouen, la mémoire des juifs déportés lors des rafles, désormais préservée





[Réseaux sociaux. Cash, la sénatrice normande Morin-Desailly :
« D'un coup, Macron s'occupe du sujet »](#)



[Hockey sur glace – Ligue Magnus : encore des points perdus pour
les Dragons de Rouen...](#)



[À Rouen, la justice sonne la fin de partie pour le sauna libertin
l'Exotica et son mystérieux gérant](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Un conseiller régional de Normandie mis en examen pour le viol de sa belle-fille

Le Monde avec AFP

8–10 minutes

Cet article vous est offert

Pour lire gratuitement cet article réservé aux abonnés, connectez-vous

[Se connecter](#)

Vous n'êtes pas inscrit sur Le Monde ?

[Inscrivez-vous gratuitement](#)

- [Société](#)
- [Violences sexuelles](#)

Les faits ont été révélés en janvier à la suite du signalement d'un établissement scolaire de Valognes (Manche) transmis au parquet de Cherbourg-en-Cotentin « pour des faits d'agressions sexuelles dont serait victime une élève ».

Un conseiller régional Rassemblement national (RN) de Normandie, âgé de 76 ans et résidant dans la Manche, a été mis en examen pour le viol de sa belle-fille de 12 ans et incarcéré, a annoncé, mardi 26 janvier, le procureur de Coutances.

La victime a déclaré avoir subi « *régulièrement et depuis près d'une année des actes sexuels commis par son beau-père* », a précisé le procureur Cyril Lacombe dans un communiqué. « *La personne mise en cause, entendue sous le régime d'une garde à vue,*

reconnaissait partiellement les faits », a-t-il ajouté.

Une enquête a été ouverte

Nicolas Bay, président du groupe RN au conseil régional, a confirmé à l'Agence France-Presse qu'il s'agissait de Robert Retout, élu régional et ex-conseiller municipal de Valognes. « *Les faits qui lui sont reprochés et qu'il reconnaît en partie sont particulièrement graves. Il a été suspendu immédiatement du mouvement et du groupe au conseil régional* », a fait savoir le responsable du RN.

Le suspect a été déféré, vendredi 22 janvier, au pôle de l'instruction criminelle de Coutances puis mis en examen pour « *des chefs de viol [et tentatives] sur mineur de 15 ans par personne ayant autorité sur la victime, ainsi que pour agressions sexuelles imposées à un mineur de quinze ans* », a détaillé le magistrat.

Les faits ont été révélés en janvier à la suite du signalement d'un établissement scolaire de Valognes (Manche) transmis au parquet de Cherbourg-en-Cotentin « *pour des faits d'agressions sexuelles dont serait victime une élève* ». Une enquête a alors été ouverte et confiée à la gendarmerie de Cherbourg.

Le Monde avec AFP

Vous pouvez lire *Le Monde* sur un seul appareil à la fois

Ce message s'affichera sur l'autre appareil.

[Ajouter un compte](#) [Découvrir l'offre Famille](#) [Découvrir les offres multicomptes](#)

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

En cliquant sur « » et en vous assurant que vous êtes la seule

Forêt domaniale d'Arques : des miradors de chasse régulièrement dégradés

5–7 minutes

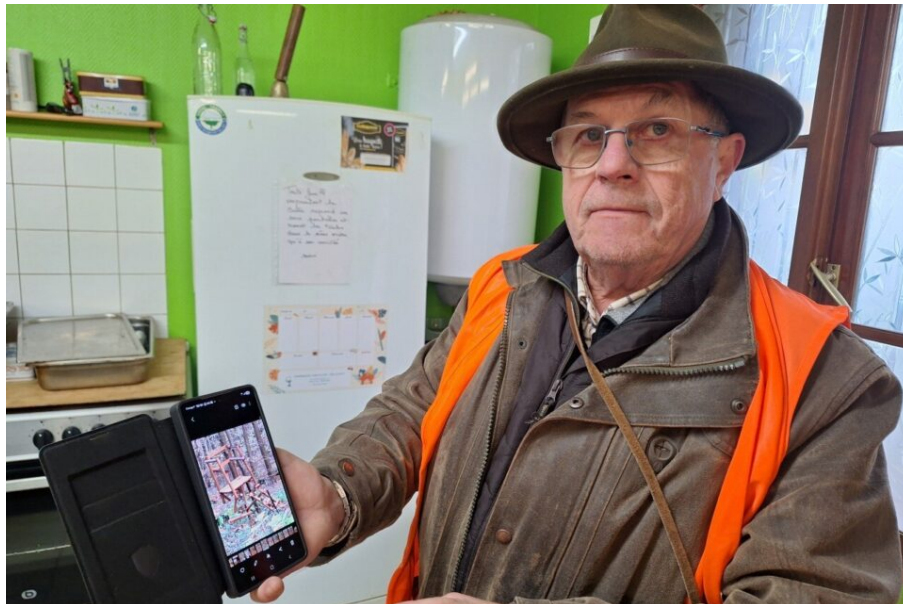
Dans la forêt domaniale d'Arques, près de Dieppe (Seine-Maritime), les chasseurs dénoncent des dégradations de leurs miradors, destinées à sécuriser les battues au grand gibier.

Sur le même thème

[Animaux](#)

[Chasse](#)

Article réservé aux abonnés



Des miradors ont été retrouvés sciés, un acte jugé volontaire, coûteux et dangereux par l'association de chasse. ©Marie Lemaistre / Les Informations dieppoises

Par [Marie LEMAISTRE](#) Publié le 25 janv. 2026 à 17h01

Des miradors « **saccagés** » intentionnellement. Dans la forêt domaniale d'Arques, près de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#) les chasseurs ont été victimes à plusieurs reprises de dégradations au niveau de leurs miradors, ces postes surélevés pour l'observation

du **gibier**. Notamment fin novembre où sur **32** miradors installés sur une des parcelles, **17** ont été retrouvés « sciés, avec une **tronçonneuse** certainement », en une seule fois confie Hervé Adam, coprésident de l'association de chasse d'Arques. À plusieurs reprises, les chasseurs ont ainsi découvert, avant le début de la battue au grand gibier, les pieds en bois sciés ainsi que l'échelle pour monter au mirador. « En **2024** déjà, certains ont été dégradés. Et là encore une fois en début de saison. Nous les avons **réparés** », soupire Hervé Adam, photos à l'appui.

Des éléments de sécurité

« Celui-ci est costaud, on voit que ça a été fait volontairement. Les pieds sont coupés, puis remis en place. Et nous, nous montons dessus avec une carabine chargée. Je vous laisse imaginer ce que ça peut provoquer. »

D'après les chasseurs, cela représente aussi un risque pour les promeneurs. « Celui qui n'est pas chasseur et qui veut explorer un peu la faune et la flore peut monter sur nos miradors pour observer », souligne-t-il.

Ces dégradations ont un coût. « Un mirador complet, c'est 115 €. Nous avons essayé d'amarrer les miradors avec des câbles pour éviter qu'ils soient renversés, mais ils coupent les câbles et les renversent quand même. On investit dans la sécurité et on nous dégrade tout », déplore le coprésident de l'association de chasse.

Plantés dans le sol sur les bords extérieurs d'une zone de chasse, les miradors permettent notamment d'orienter les tirs vers le sol.

« C'est un élément de sécurité, parce que le chasseur est en hauteur, ce qui fait que son tir est dirigé vers le bas. Il n'y a pas de risque qu'une balle parte trop loin, puisqu'elle se plante dans la terre. La solution, c'est d'être surélevé quand on tire », développe Hervé Adam.

Selon eux, cela limite le risque de balle perdue et permet d'avoir une meilleure visibilité de l'environnement : les autres chasseurs, les promeneurs ou les habitations. « L'ONF, l'Office national des forêts est au courant, mais personne ne bouge », regrette le chasseur.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

« On le déplore »

La responsable de l'unité territoriale Arques, Eawy, Littoral cauchois de l'ONF, Alizée Guilhem, confirme avoir été tenue informée d'au moins deux séries de dégradations au cours de l'année 2025 : « Ça se fait le soir, ou au petit matin, quand il n'y a personne. C'est vraiment un gros gâchis. On le déplore parce que c'est leur matériel, mais aussi parce qu'il a vocation à permettre de pratiquer la chasse dans les meilleures conditions de sécurité. »

Elle dit comprendre que certaines personnes ne soient pas favorables à la chasse : « Mais si on ne chasse pas, ça nuit à la sylviculture. Dès qu'on a des jeunes plants, des jeunes pousses d'arbres, ce sont les animaux qui les mangent. C'est aussi pour cela qu'on loue le droit de chasse : il faut une régulation des populations. Ce n'est pas que leur loisir, ils ont aussi des objectifs à tenir vis-à-vis de l'ONF. »

L'ONF conscient du problème

Dans une forêt sous gestion, « l'autorégulation seule n'est pas suffisante », assure la responsable, dans la mesure où les animaux n'ont pas de prédateurs. « Nous avons besoin qu'il y ait de la chasse », insiste-t-elle.

Elle affirme que l'ONF a adapté sa surveillance après avoir eu connaissance du problème : « Nous avons essayé de poser des pièges photographiques pour obtenir des images exploitables de personnes prises sur le fait. Le personnel est assermenté, donc il peut utiliser ces images en cas d'infraction. Mais cela n'a rien donné. Nous n'avons ni la disponibilité, ni le matériel suffisant pour nous consacrer à ça. Nous aurions bien aimé prendre les auteurs sur le fait, mais cela aurait relevé du coup de chance. »

La responsable territoriale assure qu'un nouveau point sur le sujet sera fait avec les chasseurs à la mi-saison de chasse, vers le mois de mars. « La forêt, c'est un lieu où on croit qu'on peut agir impunément », regrette-t-elle.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Pourquoi les élèves du collège Camus à Dieppe n'ont pas cours aujourd'hui ?

2-3 minutes

Les cours au collège Albert-Camus de Dieppe (Seine-Maritime) ont été annulés, lundi 26 janvier 2026. Une situation qui a fait réagir le maire, Nicolas Langlois.

Sur le même thème

[Education](#)

[froid](#)

[Nicolas Langlois](#)



Le collège Albert-Camus de Dieppe (Seine-Maritime) n'accueille aucun élève ce lundi 26 janvier 2026. ©Google street view

Par [Augustin Bouquet des Chaux](#) Publié le 26 janv. 2026 à 9h26

Dimanche 25 janvier 2026, c'est en fin de journée que les parents des élèves du collège Albert-Camus de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#) ont été avertis de l'annulation des cours pour toute la journée du **26 janvier 2026**.

Si les élèves ne sont pas accueillis, c'est en raison d'un problème de chauffage survenu vendredi 23 janvier. Une situation qui a fait réagir le maire de Dieppe et candidat à la mairie [Nicolas Langlois](#).

Une lettre à Bertrand Bellanger

Ce dernier a envoyé une lettre au président du Département, Bertrand Bellanger, afin que le problème soit réglé dans les plus brefs délais.

Contacté, le Département de Seine-Maritime n'a pas encore donné suite à notre sollicitation.

Sur sa page Facebook, l'établissement indique activer son « plan de continuité pédagogique en distanciel à compter de lundi 26 janvier 8 h 15. Accueil minimum, la cantine sera ouverte aux élèves DP présents. Les cours seront assurés via [Pronote/ENT] selon l'emploi du temps habituel des enfants ».

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

"On n'a été reçu qu'une seule fois en 13 jours" : la grève des transports du Réseau Astuce se poursuit ce samedi à Rouen

Écrit par Léna Thobie-Gorce

4-5 minutes

Au sein de la société de transports Transdev, le dialogue social semble rompu. Après l'échec d'une première discussion, une grève est de nouveau prévue sur le réseau Astuce ce samedi 24 janvier 2026. 3 lignes de bus ne circuleront pas.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Plusieurs perturbations sont à prévoir ce samedi 24 janvier sur [le réseau de transports Astuce à Rouen](#). Dans le cadre [d'un préavis de grève déposé par la CGT Transdev Rouen pour tous les samedis, du 17 janvier au 27 juin 2026](#), plusieurs salariés se sont mis en grève ce samedi.

Depuis octobre dernier, la revendication est toujours la même : "*la prise en compte des temps annexes dans le temps de travail effectif*", insiste David Fossati, secrétaire général adjoint de la CGT TCAR Transdev.

Ces temps "*annexes*" correspondent aux temps de ralliement entre les lieux de prises de service des conducteurs et ceux où ils terminent leur journée de travail. Concrètement, un conducteur peut prendre son poste au dépôt des bus et le finir à une station à l'autre bout de Rouen. Le temps pour retourner à son point de

départ n'est à ce jour pas compté comme du temps de travail effectif par l'entreprise.

Seule et unique revendication du syndicat, la prise en compte de ces temps annexes, est un véritable point de blocage avec la direction de Transdev. Son directeur général, Guillaume Aribaud évoque *"une demande non finançable"*.

Quand vous commencez la journée de travail à un endroit, vous êtes censés la finir au même endroit ou bien recevoir une compensation.

David Fossati, secrétaire général adjoint de la CGT TCAR Transdev

Il ajoute : *"Dans le contexte économique actuel, l'entreprise ne peut pas se permettre une dépense non budgétée de 1,7 million d'euros pour financer cette compensation"*.

De son côté, le syndicat CGT évoque la possibilité d'un accident sur ces temps de trajet avec le risque que celui-ci ne soit pas pris en charge ni considéré comme un accident du travail.

Sur ses réseaux sociaux, le réseau Astuce a détaillé les perturbations à prévoir ce samedi 24 janvier. Les lignes T1, T2, T3, T4 seront particulièrement perturbées en soirées. Les lignes 10, 22 et 43 ne circuleront pas et l'agence des mobilités du Théâtre des Arts sera fermée toute la journée. Concernant le métro, le trafic sera assuré à 100 %.

"Le mouvement est important, il y a entre 40 et 50 % de grévistes", estime David Fossati, secrétaire général adjoint de la CGT TCAR Transdev. *"C'est indiqué que 80 % du service est assuré, mais en réalité, c'est 80 % du service minimum qui l'est"*, ajoute-t-il.

Des chiffres que réfute Guillaume Aribaud, le directeur de Transdev qui affirme que pour ce samedi 24 janvier, *"seulement 20 % du service n'est pas assuré"*.

Pour Guillaume Aribaud, ce désaccord sur l'ampleur du mouvement de grève est la preuve que *"nous ne sommes pas dans une relation de vérité, et que dans ce contexte-là le dialogue social est impossible"*.

Un dialogue au point mort depuis la dernière discussion. En effet, pas de nouvelles négociations sont prévues dans les prochains jours, ce que regrette David Fossati : *"Il nous a reçus une fois en 13 jours et on n'a pas reçu de nouvelles propositions pour négocier"*

alors qu'on est ouvert à la discussion".

Pour rappel, le préavis de grève déposé par la CGT Transdev
Rouen court pour tous les samedis, du 17 janvier au 27 juin 2026.

Ligne nouvelle Paris-Normandie : son périmètre doit être acté à l'automne 2026

5–6 minutes

Les acteurs impliqués dans le projet de la ligne à grande vitesse, loin d'être populaire dans les Yvelines, se sont accordés le 9 janvier 2026 sur une nouvelle feuille de route.

Sur le même thème

[LNPN \(Ligne nouvelle Paris Normandie\)](#)

[Transport](#)



Un nouveau comité de pilotage autour de la ligne nouvelle Paris-Normandie s'est déroulé le 9 janvier 2026 au ministère des Transports. Dans les Yvelines, le projet n'a que très peu d'adeptes.
©Michel Seimando

C'est un **serpent de mer** qui n'a pas bonne presse dans les Yvelines. La ligne nouvelle Paris-Normandie (LNPN) a fait l'objet d'un bras de fer de plusieurs mois en 2025 entre les élus d'Île-de-France, particulièrement ceux de la communauté urbaine [Grand Paris Seine & Oise](#), et leurs pairs normands.

Les premiers contestaient un projet « **inacceptable** », car trop gourmand en termes de surfaces agricoles consommées comme d'argent public dépensé. Les seconds, eux, insistaient, et insistent toujours, sur la nécessité « légitime » de cette desserte à grande vitesse, très [attendue par les usagers](#).

Le gouvernement veut faire aboutir ce projet

Une réunion du comité de pilotage de la LNPN a eu lieu ce vendredi 9 janvier 2026. « Philippe Tabarot, ministre des Transports, [...] a rappelé le soutien plein et entier du gouvernement en faveur de la poursuite de ce **projet d'intérêt national majeur** et donné rendez-vous à tous les partenaires à l'automne 2026 pour décider des composantes et du périmètre du projet refondé », a fait savoir le ministère par voie de communiqué.

À l'automne 2025, une [nouvelle phase de concertation](#) avait permis de finalement trouver des **points d'accord** pour relancer le projet. Le dialogue rétabli a permis « de définir les axes de travail dans le cadre de la refondation du projet LNPN », poursuit le document.

Une rencontre pour un bilan

La **séance du 9 janvier 2026** était présidée par le ministre en présence de la présidente de la Région Île-de-France, Valérie Pécresse, du président du Département, [Pierre Bédier](#), du maire du Havre, Édouard Philippe, de son homologue de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol, du président-directeur général de SCNF Réseau, Matthieu Chabanel, ainsi que « des représentants élus des collectivités et établissements publics de coopération

intercommunale ».

La rencontre avait pour but de faire le bilan des « treize **ateliers de proximité** » conduits dans les deux régions avec les élus et les acteurs économiques.



Des élus de la communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise avaient notamment organisé des opérations de tractage auprès des voyageurs pour marquer leur opposition au projet de ligne nouvelle Paris-Normandie. Ici, en gare de Mantes-la-Jolie (Yvelines) en juillet 2025. ©GPS&O

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'incrIRE](#)

Maintien des arrêts dans le Mantois et réduction des temps de trajets

Matthieu Chabanel a, à cette occasion, rappelé les « **principes clés** de la refondation de la LNPN », parmi lesquels le maintien des arrêts de trains normands dans le Mantois et le Bonniérois, exigé par les élus yvelinois, la création de la nouvelle [gare de Saint-Sever](#) à Rouen, une importante demande des Normands cette fois,

ou encore le choix de la gare Saint-Lazare comme point de destination de la future ligne et nécessitant la création du [saut-de-mouton](#) tant attendu.

« Le besoin de **quatre voies** entre Paris et [Mantes-la-Jolie](#), garantissant deux voies pour les rapides et deux voies pour les autres trains (omnibus...) » a aussi été souligné afin notamment de réduire les temps de parcours.

Des points à travailler d'ici l'automne

Sous l'égide de la nouvelle directrice de projet, Gaëlle Le Roux, un programme de travail a été arrêté. Il doit en autres « identifier des solutions permettant de **réduire les impacts** du projet dans les Yvelines, les Hauts-de-Seine et en Seine-Maritime », tout en garantissant notamment « la levée des [réserves foncières](#) non nécessaires au projet d'ici au prochain comité de pilotage ».

La question du **transport du fret ferroviaire** depuis Le Havre, en tenant compte de sa compatibilité avec les trafics voyageurs, doit enfin être résolue afin de « définir les investissements nécessaires ».

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Municipales à Rouen : "Il y a besoin de respiration démocratique", dit Marine Caron, candidate de la droite et du centre - ICI

Marianne Naquet

6-7 minutes

Marine Caron, candidate de la droite et du centre, à la mairie de Rouen, soutenue par Horizons, dans les studios de ICI Normandie.

© Radio France

Diffusé le lundi 26 janvier 2026 à 7:44

Publié le lundi 26 janvier 2026 à 7:44

Elle veut devenir la prochaine maire de Rouen : Marine Caron a lancé sa campagne samedi, à moins de deux mois des élections municipales. La candidate de la droite et du centre, soutenue par Horizons, le parti d'Édouard Philippe, est l'invitée de ICI Normandie ce lundi 26 janvier.

Elle n'a pas apporté **ses gants de boxe** ce lundi 26 janvier : Marine Caron, de la droite et du centre, à la mairie de Rouen, soutenue par Horizons, le parti d'Edouard Philippe, en portait [samedi pour le lancement de sa campagne au Novick's Stadium](#), sur les quais Rive Droite. *"Je ne les ai pas amenés. Samedi, je les avais, parce que mine de rien, la politique, c'est un sport de combat, de combat fair-play, de combat respectueux, mais ça me reste un sport de combat, et encore plus quand on est une femme"*, lance celle qui est actuellement conseillère municipale d'opposition et conseillère métropolitaine.

Pour afficher ce contenu Dailymotion, vous devez accepter les cookies **Mesure d'audience**.

Ces cookies permettent d'obtenir des statistiques d'audience sur nos offres afin d'optimiser son ergonomie, sa navigation et ses contenus.

Marine Caron a qualifié samedi certaines **mesures avancées par le maire sortant, Nicolas Mayer-Rossignol, de "rossignolesque"**, notamment en ce qui concerne la gratuité des transports. Considère-t-elle ces élections municipales **comme un duel avec le socialiste** ? *"Cela fait 18 ans que c'est la même équipe à Rouen, et au bout de 18 ans, un territoire, il a besoin de respiration démocratique, il a besoin de changement, et c'est ce qu'on propose avec l'équipe que j'emmène aujourd'hui. Ça fait des années que moi je suis sur le terrain, ça fait des mois qu'on travaille aux côtés des acteurs économiques, associatifs, culturels, sportifs, des habitants qu'on va rencontrer, et on a écrit un vrai projet pour le quotidien des habitants"*, répond-t-elle. *"Réussir Rouen, avec Marine Caron, unis pour l'alternance"*, c'est d'ailleurs le slogan que l'on voit sur le site internet avec la candidate. Elle affirme ne *"pas miser sur l'étiquette politique"*, mais *"sur le rassemblement à la fois de la droite du centre, mais aussi des socio-démocrates, des déçus de la gauche, des gens qui constatent que la qualité de vie dans leur quotidien ne s'est pas améliorée et qui ont envie d'autres choses pour leur ville."*

L'éclairage public rallumé la nuit

Marine Caron a promis de mettre en place 10 mesures dès les 100 premiers jours suivant son élection. Elle cite en premier *"un sujet qui revient de manière systématique, l'extinction de l'éclairage public et la nuit, il est mal vécu. Depuis 2021, moi je me suis engagée en tant qu'élue municipale sur ce sujet. Et mon engagement, il est clair, si les Rouennais et les Rouennais me font confiance, demain, dès le lendemain de l'élection, je rallumerai l'éclairage. Pas n'importe comment, ça c'est certain, parce qu'il existe plein de mesures intelligentes qui permettent d'avoir de l'éclairage à la demande, un lampadaire sur deux, une diminution de l'intensité lumineuse, ça se fait partout, même dans des petites villes, comme Tullès par exemple."*

L'une de ses **propositions sur la sécurité**, est d'avoir *"une police municipale d'élite, armée. Aujourd'hui, il y a des choses qui ont été faites, mais ce qu'on constate, c'est que c'est trop tard et trop timide. Cette police municipale d'élite ne doit pas être là pour faire uniquement de la répression aveugle, mais qui soit là aussi pour faire de la prévention, de la sensibilisation, de la proximité, par un renforcement du nombre de caméras de vidéoprotection et par l'éclairage public, tout ça dans un continuum de sécurité qui est*

*essentiel aujourd'hui", développe-t-elle. Enfin, Marine Caron confirme qu'elle ne sera **pas candidate à la métropole** de Rouen. "Il y a plein de métropoles et plein de grandes villes en France où ce n'est pas la même personne et où ça fonctionne. C'est le cas à Bordeaux, Marseille, Lille, Grenoble, même à Caen. Ça n'empêche pas l'efficacité."*

- [Rouen](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Élections municipales](#)
- [Politique](#)
- [Mairie – Municipalité](#)
- [Parti socialiste](#)

Les élections municipales chez vous



VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un questionnaire thématique afin de comprendre les attentes et les rapports des citoyens avec leurs maires, leurs communes.

Pour afficher ce contenu Odoxa, vous devez accepter les cookies
Mesure d'audience et web analyse.

Ces cookies permettent d'obtenir des statistiques d'audience sur nos offres afin d'optimiser son ergonomie, sa navigation et ses contenus.

Les épisodes de l'émission : ICI matin, l'invité ICI Normandie

[Passer la section](#)

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Il opère en ambulant chez les vétos généralistes. Il a aussi contribué à créer des cliniques uniques en Europe.

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI
Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies
par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier
électronique de contenus et d'informations relatifs aux
programmes.

Municipales 2026 : sécurité, santé, impôts... Candidate à la mairie de Rouen, Marine Caron dévoile son programme - ICI

Simon Maunoury

6-8 minutes

La candidate de l'union de la droite et du centre à l'élection municipale de Rouen, Marine Caron, a présenté son programme samedi 24 janvier. © Radio France - Simon Maunoury

Publié le samedi 24 janvier 2026 à 16:34

La candidate de la droite et du centre à l'élection municipale de Rouen, Marine Caron, a dévoilé ce samedi 24 janvier, son programme. À sept semaines du premier tour, elle présente les axes qu'elle et son équipe défendront devant les habitants.

Le combat est enfin arrivé. Dans une salle pleine à craquer, gants de boxe à la main, Marine Caron monte sur le ring du bar "The Novick's stadium", situé sur les quais de Seine à Rouen. Une mise en scène calculée et qui donne le ton. La candidate à la mairie de Rouen a dévoilé, samedi 24 janvier, **son programme à l'occasion des futures élections municipales de mars prochain.**

"10 mesures dès les 100 premiers jours"

Dans une salle où le public semble d'ores et déjà conquis, Marine Caron évoque ses mesures "chocs". Parmi elles, **rallumer l'éclairage public la nuit**. Une mesure de "*bon sens*" selon elle, qui apporte un sentiment de sécurité pour les habitants. Côté transport, si la candidate fustige la proposition du maire sortant sur [la gratuité des transports en commun](#) dans la ville, la qualifiant au passage de "*rossignolesque*", elle propose cependant la gratuité "*sur le temps du déjeuner*", du stationnement. Elle promet aussi de **ne pas augmenter une seule fois les impôts** le temps de la mandature ou encore de remettre les corbeilles de rue en place et de lancer un "*plan massif de dératisation*".

La sécurité est un axe fort que Marine Caron met en avant dans son programme. Elle souhaite **augmenter le nombre de policiers municipaux** (72 aujourd'hui contre 100 d'ici à 2030), mais également les équiper d'un armement *"moderne et dissuasif"*. Pour les aider, elle veut multiplier par quatre le nombre de caméras de vidéoprotection (passer de 125 aujourd'hui à 480 à la fin du prochain mandat), dans tous les quartiers.

Parmi les axes majeurs présentés par la candidate, la sécurité, la propreté ou encore la santé. © Radio France - Simon Maunoury

La candidate soutenue par le parti Horizons d'Édouard Philippe entend faire de Rouen, "la cité de la santé", avec davantage de professionnels de santé et accompagner **la création de nouvelles maisons de santé dans tous les quartiers**.

Trois projets d'ampleur

À la fin de son intervention, Marine Caron a appuyé **sur trois projets qu'elle souhaite voir devenir des "grands rendez-vous"** de la ville aux Cent Clochers. *"Les 24 heures de la Seine, c'est refaire vivre, sans nostalgie, un événement qui a plu à des milliers de Rouennais, et même ailleurs. L'aménagement de la presqu'île Waddington, pour en faire un grand parc des familles, c'est un endroit qui est laissé à l'abandon aujourd'hui. On doit continuer cette création autour des quais. Et enfin, faire de la culture un enjeu prioritaire avec un festival monumental des arts gonflables et aériens"*, précise la candidate.

Dans la salle, **des soutiens et militants conquis**. C'est le cas de Noé, étudiant en droit de 22 ans, *"la dynamique est vraiment lancée"*, lance-t-il avec un grand sourire, avant d'évoquer les 24 heures de la Seine, *"c'est une superbe idée culturelle où tous les milieux sociaux pourront se retrouver, je trouve que c'est génial"*.

À quelques mètres de lui, Lucie et Clara, toutes les deux étudiantes en Sciences Politiques. Elles sont venues à la présentation du projet pour **se renseigner avant d'aller voter** dans quelques semaines. *"On est là par curiosité pour voir les différentes offres"*, explique Lucie. Les deux jeunes femmes s'attendaient toutefois à entendre quelques mots sur la situation des étudiants. *"Elle n'a pas parlé de nous. Il n'y a pas eu de mot pour dire qu'on nous entend et qu'on nous considère. On aimerait des aménagements sur la FAC ou des abonnements un peu moins chers pour les transports. On lira dans le détail le programme et on verra"*, poursuit Clara.

- [Élections municipales](#)
- [Mairie – Municipalité](#)

Les élections municipales chez vous



VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un questionnaire thématique afin de comprendre les attentes et les rapports des citoyens avec leurs maires, leurs communes.

Pour afficher ce contenu Odoxa, vous devez accepter les cookies *Mesure d'audience et web analyse*.

Ces cookies permettent d'obtenir des statistiques d'audience sur nos offres afin d'optimiser son ergonomie, sa navigation et ses contenus.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Marine Caron a lancé officiellement sa campagne pour les municipales 2026 à Rouen, ce jeudi 25 septembre. La candidate de 35 ans, adhérente au parti Horizons, a présenté des premières mesures sur la sécurité.

Le 25/09/2025 à 22:23

- Édouard Philippe, maire du Havre et ancien Premier ministre, a apporté son soutien à Marine Caron, lundi 2 juin 2025, à Rouen. Il l'a présentée comme la future tête de liste d'un rassemblement de la droite pour les élections municipales de mars 2026.

Le 03/06/2025 à 16:20

- Les municipales se tiendront les 15 et 22 mars 2026. Qui sont les candidats déclarés ou en voie de l'être à Rouen (Seine-Maritime) pour ces élections ? Retrouvez la liste établie par ICI Normandie.

Le 13/01/2026 à 14:16

- Ce samedi se tenait la 3e journée nationale des PMM, les préparations militaires de la Marine. À cette occasion, les PMM de

Dieppe, du Havre et de Rouen ont réuni leurs stagiaires à Dieppe, autour du chasseur de mines tripartite Andromède, qui fait escale dans la ville aux quatre ports depuis jeudi.

Le 15/03/2025 à 17:09

Autour de chez vous

Passer la section

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Municipales 2026 : à Port-Jérôme-sur-Seine, le RN face à la maire sortante, la gauche à la peine - ICI

Amélie Bonté

5-6 minutes

La ville de Port-Jérôme-sur-Seine est gérée par Virginie Lutrot depuis 12 ans. © Radio France - Amélie Bonté

Publié le samedi 24 janvier 2026 à 6:00

À moins de deux mois des élections municipales, ICI Normandie vous propose un zoom sur la commune de Port-Jérôme-sur-Seine, 10 582 habitants. La maire sortante se présente pour un troisième mandat, le RN présente à nouveau un candidat et la gauche peine à mobiliser.

Port Jérôme sur Seine, 10 582 habitants, une zone industrielle qui emploie 6 500 personnes avec notamment la raffinerie North Atlantic (ex Exxon Mobil). À la tête de la municipalité depuis 2014, **Virginie Lutrot se représente pour un 3e mandat**. Face à elle, comme en 2020, **Jean-Cyril Montier du Rassemblement National**. Quant à la gauche, elle peine à monter une liste.

Depuis douze ans, Virginie Lutrot est dans le fauteuil de maire et pour ce potentiel 3e mandat, elle repart avec des colistiers **tournés vers l'avenir**, et comme à son habitude une liste plurielle avec différentes tendances politiques de droite comme de gauche : *"Gros renouvellement cette fois-ci. **J'ai souhaité toucher une tranche 25-35 ans**, qui sont une cible plus difficile à attirer dans notre commune donc la liste est aussi le reflet de cette ambition. En ayant des personnes plus jeunes qui pourront nous dire attention, là il n'y a pas grand chose pour nous, faites des efforts. Et ils font des propositions très intéressantes que nous dévoilerons au fur et à mesure."*

Son opposant, le même qu'en 2020, Jean-Cyril Montier, paysagiste de 37 ans, **actuellement conseiller municipal**

d'opposition qui a aussi été candidat aux élections législatives pour le Rassemblement national (RN) : "**Mon ambition aujourd'hui c'est la mairie de Port-Jérôme-sur-Seine, avant tout.** Je fais étape par étape, je ne me fixe pas d'objectifs car ce n'est pas une carrière politique que j'envisage. Ce qui m'intéresse c'est de résoudre les problèmes de maintenant. Je suis sur la commune tous les jours, je pense que je vois la réalité du quotidien de tout le monde en ayant des enfants à l'école ou encore en voyant ce qui se fait en matière d'urbanisme."

Y-aura-t-il une liste de gauche ?

Combattre le RN qui n'a rien à faire à Port-Jérôme-sur-Seine selon elle, c'est ce qu'essaie de faire Brigitte Terrier, secrétaire de section du Parti Communiste mais et s'il n'y avait pas de liste de gauche ? "Ce n'est pas une phrase que je vais prononcer, **je suis persuadée que l'on va y arriver.** On va aller jusqu'au bout, jusqu'au dernier moment où on pourra déposer une liste et surtout avoir fait un programme ensemble."

La date limite de dépôt des candidatures pour le premier tour des élections municipales c'est le 26 février. Pour rappel, les élections ont lieu les 15 et 22 mars et les inscriptions sur les listes électorales pour pouvoir voter se font jusqu'au 4 février sur internet et jusqu'au 6 février en mairie.

- [Élections municipales](#)
- [Mairie – Municipalité](#)
- [Rassemblement national](#)

Les élections municipales chez vous



Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux

programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- L'actuel maire de Fécamp, David Roussel est candidat à sa propre succession. Il l'a annoncé ce mercredi matin à la presse. Il va conduire une liste Divers droite et indépendants baptisée "Choisir Fécamp" pour les élections municipales des 15 et 22 mars 2026.

Le 03/12/2025 à 18:30

- Encore une étape franchie pour le projet Futerro à Port-Jérôme-sur-Seine. Le groupe belge a déposé début décembre les demandes d'autorisations environnementales et la demande de permis de construire de sa future bioraffinerie.

Le 09/12/2025 à 18:59

- Le candidat Grégoire Houdan a officialisé sa candidature ce vendredi 28 novembre. Il est la tête de liste du Rassemblement national et de l'Union des droites pour la République à Rouen pour les élections municipales de mars 2026.

Le 30/11/2025 à 13:24

- Les municipales se tiendront les 15 et 22 mars 2026. Qui sont les candidats déclarés ou en voie de l'être à Rouen (Seine-Maritime) pour ces élections ? Retrouvez la liste établie par ICI Normandie.

Le 13/01/2026 à 14:16

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

Municipales 2026. Près de Rouen, la maire Sophie Boucquiaux repart avec, presque, la même équipe

Véronique Baud

4–5 minutes

À Saint-Léger-du-Bourg-Denis, la maire sortante Sophie Boucquiaux se présente pour effectuer un deuxième mandat « grâce à la force de mon équipe ».



Publié: 25 Janvier 2026 à 12h35 Temps de lecture: 2 min

Elle avait fait « tomber » la maire élue en 2020 dont elle était l'adjointe avec d'autres membres de l'équipe municipale. Puis Sophie Boucquiaux, 57 ans, fonctionnaire territoriale, avait été élue en 2022 après que des démissions en cascade avaient rebattu les cartes [à Saint-Léger-du-Bourg-Denis](#).

La situation est donc bien différente cette fois pour les municipales de 2026. « *Je repars avec tous mes adjoints, et 16 membres de mon équipe sur 21. Le plus gros de la motivation, c'est mon équipe, mobilisée. Et il y a les projets pas encore aboutis que l'on voudrait voir* », démarre l'élue.

Pas de police municipale

« *Nous avons d'abord apaisé la commune, redynamisé la culture et travaillé pour la jeunesse. Nous avons d'autres projets à mener* », souligne Sophie Boucquiaux. « *Si quelqu'un de l'équipe l'avait prise, j'aurais abandonné la tête de liste. Cela n'a pas été le cas. C'est une charge importante et j'ai beaucoup appris* », ajoute-t-elle.

Le sujet de la sécurité est mis en avant par les deux listes en face d'elle. « *Saint-Léger n'est pas une commune en difficulté, et elle n'a pas les moyens d'avoir une police municipale. Un diagnostic sur la*

vidéoprotection est à l'étude, elle peut aider la police nationale. Nous allons mettre des moyens en fonction de nos besoins », plaide la maire sortante.

Trois listes

« La [route de Lyons en travaux](#) (pour les pistes cyclables NDLR) est un axe important pour la vie de Saint-Léger-du-Bourg-Denis. On va voir ce que la commune peut apporter. Il ne faut pas oublier que nous sommes dans une vallée, dont il faut préserver les coteaux, car il n'y a plus de place. »

Trois listes sont en compétition pour la mairie, comme en 2022. « C'est une belle aventure humaine, et je ne sens pas d'animosité de la part des administrés », estime Sophie Boucquiaux, qui sait que « tout faire n'est pas possible, même avec un mandat de plus ! »

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[À Mont-Saint-Aignan, le réaménagement de la place Colbert se précise avec l'aide des habitants](#)

[Au collège Fontenelle à Rouen, la mémoire des juifs déportés lors des rafles, désormais préservée](#)

[Réseaux sociaux. Cash, la sénatrice normande Morin-Desailly : « D'un coup, Macron s'occupe du sujet »](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Saint-Léger-du-Bourg-Denis \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)





À Mont-Saint-Aignan, le réaménagement de la place Colbert se précise avec l'aide des habitants



Municipales 2026 : Julien Cordier, maire depuis 2022 de Cailly, veut confirmer aux élections



Au collège Fontenelle à Rouen, la mémoire des juifs déportés lors des rafles, désormais préservée





[Réseaux sociaux. Cash, la sénatrice normande Morin-Desailly :
« D'un coup, Macron s'occupe du sujet »](#)



[Hockey sur glace – Ligue Magnus : encore des points perdus pour
les Dragons de Rouen...](#)



[À Rouen, la justice sonne la fin de partie pour le sauna libertin
l'Exotica et son mystérieux gérant](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Municipales 2026. « Respecter tout le monde » : à Aumale, Virginie Lucot-Avril présente sa liste

Paris Normandie

6–7 minutes

Dans un contexte politique local tendu, Virginie Lucot-Avril a présenté la liste des 20 personnes qui l'accompagneront pour les élections municipales de mars 2026 à Aumale.



Publié: 25 Janvier 2026 à 07h44 Temps de lecture: 2 min

C'est presque en toute discrétion que Virginie Lucot-Avril a souhaité présenter à la presse sa liste pour les élections municipales jeudi 22 janvier 2026. Car le contexte politique local est plutôt tendu avec François Sellier, [qui fut son adjoint avant de devenir maire à sa place en cours de mandat](#), et son entourage...

Sur les pages [Facebook](#) des deux camps, les commentaires pleuvent. Dans la vie « réelle », les attaques ne seraient pas frontales, mais pas pour autant plus modérées. « *Ma famille est attaquée, mon père, mon fils, ma fille* », confie Virginie Lucot-Avril, qui assure que des plaintes ont été déposées. En attendant un quelconque passage par la justice, c'est par la politique que l'ancienne maire occupe donc le terrain...

Connaissance du code des collectivités...

Au foyer des aînés de la commune jeudi soir, elle a donc réuni les membres de la [liste « Avec vous pour Aumale »](#). Seul Olivier Leullier, l'un de ses fidèles anciens adjoints, manquait à l'appel, retenu pour des raisons professionnelles. « *C'est une équipe*

dynamique et motivée, qui travaille bien ensemble. Elle représente toutes les strates de la population aumaloise, toutes les zones géographiques, détaille Virginie Lucot-Avril. Les membres ont de 20 à 78 ans, la moyenne d'âge est de 50 ans. Nous avons six sortants expérimentés, quatre retraités, deux jeunes de moins de 25 ans. Ils sont enseignant, agriculteur, employé d'industrie, étudiant, coordinatrice de mission locale... »



La liste « Avec vous pour Aumale », menée par Virigine Lucot-Avril pour les élections municipales de mars 2026 (Olivier Leullier n'était pas présent, retenu pour des raisons professionnelles). - Photo Paris Normandie

Celle qui espère bien [récupérer son fauteuil de maire](#) assure vouloir retrouver « *l'apaisement à Aumale et vis-à-vis de l'extérieur. Les critiques ne sont pas nécessaires, on respecte tout le monde.* » Elle met en avant l'expertise de son équipe, notamment sur le code des collectivités, qu'elle évoque à plusieurs reprises. « *Nos projets seront finançables et conformes. Il faut une vraie connaissance de ce texte, ce qui manque au maire actuel. Quand il annonce aux vœux que le PLU (plan local d'urbanisme) est adopté, c'est faux. On a vérifié auprès de la préfecture. Voter en conseil, ça ne veut pas dire que c'est validé par la préfecture.* »

« Esprit d'équipe »

La liste « Avec vous pour Aumale » est donc composée de 21 personnes. Emma Gautier, 20 ans, et Maxence Lucot, 24 ans et fils de la tête de liste, sont les benjamins. Le contexte ne leur a pas fait peur, au contraire. « *C'est ce qui nous a décidés, car c'est une prise illégitime de la mairie. On veut défendre des valeurs, comme le respect de la parole donnée.* » L'occasion aussi pour ces deux étudiants en droit de découvrir la gestion d'une commune.

À l'autre bout, on trouve la doyenne Francine Lethien-Seguin, 78 ans, qui se lance pour la première fois. Très impliquée dans les associations locales, elle veut « *faire bouger Aumale* ». Claire Devaux est, elle, conseillère municipale sortante. « *Élue en mars 2020, j'ai découvert la vie municipale en pleine crise, j'ai vu ce que portait un maire, les responsabilités, et ça m'a plu. Le temps des collectivités est un temps long et il y a toujours de nouveaux projets à mettre en place. Je suis très attachée à l'esprit d'équipe.* »

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Dans le pays de Bray, les icônes pop de Leblon Delienne, un savoir-faire reconnu mondialement](#)

[Près de Neufchâtel-en-Bray, deux enfants de 2 et 4 ans torturés, la voisine et son compagnon en prison](#)

[Normandie. À soixante jours de la bataille du premier tour, quelles forces en présence ville par ville ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Aumale \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Neufchâtel-en-Bray](#)



[« Pas un cadeau » : un pharmacien de Gournay-en-Bray paiera pour avoir été soigné par Urgo](#)



[Municipales 2026. Francis Sevestre renonce à se représenter à Saint-Vaast-d'Équieville](#)



[Dans le pays de Bray, les icônes pop de Leblon Delienne, un savoir-faire reconnu mondialement](#)



[Un feu de cuisine dans un pavillon à Incheville, le propriétaire transporté à l'hôpital de Dieppe](#)





[Ce petit salon du livre de Seine-Maritime reçoit Alain Juppé en invité exceptionnel](#)



[Municipales 2026. « Respecter tout le monde » : à Aumale, Virginie Lucot-Avril présente sa liste](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Municipales 2026 : Jean Delalandre veut « poursuivre la transformation » de Duclair

Brice Recotillon

4–5 minutes

À deux mois des élections municipales, qui auront lieu les 15 et 22 mars 2026, Paris Normandie a rencontré Jean Delalandre, le maire sortant de Duclair. Il brigue un troisième mandat.



Publié: 24 Janvier 2026 à 08h43 Temps de lecture: 1 min

Dans la bucolique commune du bord de Seine, deux listes électorales ont pour le moment émergé à deux mois des élections municipales de mars 2026. [Celle de Pauline Picard](#), une professeure des écoles de 32 ans qui se lance dans sa première campagne. Et celle de [Jean Delalandre](#), maire depuis 2014, qui brigue un troisième mandat.

Un attachement à la commune revendiqué

« Fiers de Duclair », est la liste sans étiquette portée par le maire sortant. Comme son nom l'indique, sa liste composée de profils divers et variés, et renouvelée « *entre 30 et 40 %* », revendique un attachement certain à la cité de 4 000 habitants. Le père de famille de 43 ans en est d'ailleurs originaire. « *L'image que renvoie Duclair à l'extérieur, mais aussi ce que perçoivent les gens qui vivent ici, va dans ce sens. Cela alimente cette fierté que les uns et les autres ont d'être duclairois* », indique le candidat à *Paris Normandie*.

「On a toujours été soucieux de créer des équilibres.

Jean Delalandre, Maire sortant de Duclair

La végétalisation du cœur de ville, [le développement d'une voie verte sur les bords de Seine](#), et l'installation de [la plus grande](#)

[brigade de gendarmerie du département](#) sont des actions récentes revendiquées par l' élu. « *On a toujours été soucieux de créer des équilibres. Et puis, on a aussi énormément misé sur les écoles. C'est quand même le premier budget de la ville à un million d'euros.* »

Moteur du territoire

Sans trop s'étendre sur le contenu de son programme, Jean Delalandre évoque sa volonté de « *transformer positivement* » la ville. Tout en affirmant le rôle de moteur de Duclair sur le territoire du bord de Seine. « *On va se baser sur ce qu'on a fait et on va aller encore plus loin*, indique-t-il. *On est à la fois une ville-village et on est un bourg sur un territoire plus large. Donc, on doit continuer à constituer un moteur sur notre territoire et à maintenir cette proximité dans notre ville.* »

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Près de Yerville, un premier vrombissement réussi pour les belles Américaines](#)

[Municipales 2026 : Franck Foiret veut « toujours se battre » pour Vittefleur](#)

[Gérard Duthil se présente aux élections de mars 2026 à Jumièges « pour redonner au village ce qu'il m'a donné »](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Duclair \(Seine-Maritime\)](#)

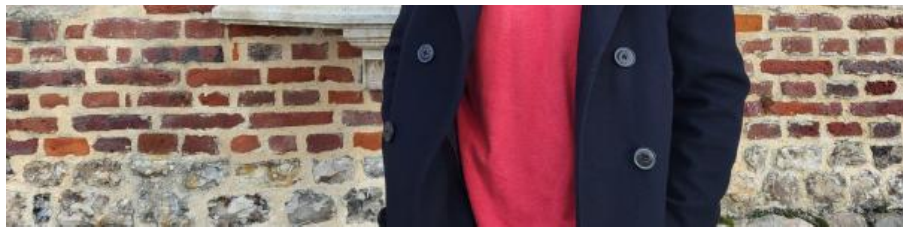
Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Yvetot](#)





[Municipales 2026 : Franck Foiret veut « toujours se battre » pour Vittefleury](#)



[Gérard Duthil se présente aux élections de mars 2026 à Jumièges « pour redonner au village ce qu'il m'a donné »](#)



Video

[« Moi j'ai préféré le chant ». À Cany-Barville, des assistants de vie en formation, font travailler la mémoire des aînés](#)





[Bolbec : au Val Ricard, des travaux lancent la transformation d'un quartier de 1,2 hectare](#)



[Municipales 2026 : à Sainte-Marie-des-Champs, Fabrice Guyader s'inscrit dans la continuité](#)



[Football – R1 : le Yvetot AC totalement impuissant face à la réserve d'Avranches](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Municipales 2026. Éclairage, places de parking, police armée... Marine Caron dévoile son programme

Mehdi Chebana

6–7 minutes

Déjà en campagne depuis neuf mois, Marine Caron dévoile, samedi 24 janvier 2026, le programme de la droite et du centre pour les prochaines municipales à Rouen.



Par Mehdi Chebana

Publié: 24 Janvier 2026 à 07h50 Temps de lecture: 3 min

Il y a la forme. Des vestes et des manteaux rouges, parfaits pour attirer l'attention dans la rue ou sur internet. Et puis, il y a le fond. Un programme qu'elle peaufine depuis des mois avec son équipe de campagne. Marine Caron, candidate de la droite et du centre aux prochaines municipales à Rouen, en dévoile le contenu, samedi 24 janvier 2026, dans le bar The Novick's Stadium.

La cheffe d'entreprise de 35 ans, dans l'opposition municipale depuis 2020, n'a pourtant pas attendu cette étape pour détailler son projet. Entrée en campagne il y a neuf mois, elle profite de chaque apparition publique pour annoncer des mesures. En septembre, [lors de l'officialisation de sa candidature](#), elle avait notamment souligné qu'elle ferait de la sécurité un thème prioritaire de son mandat.

Dix mesures « urgentes »

Le programme de sa liste Réussir Rouen compte 18 pages. Elle le résume ainsi : « *une ville qui protège et une ville qui ose* ». Dix

mesures qualifiées « *d'urgentes* » doivent être mises en place dans les cent premiers jours. C'est le cas du rétablissement de l'éclairage public, de l'apaisement des conflits d'usage entre piétons, cyclistes et automobilistes, ou de la fin du projet de [Palais des Congrès](#). Elle n'en précisera le chiffrage qu'après « *avoir pris connaissance de l'état exact des finances de la Ville* ». En attendant, elle assure être « *trop respectueuse de la dépense publique* » pour chercher à détricoter systématiquement ce qu'a fait [Nicolas Mayer-Rossignol](#), le maire socialiste sortant qui brigue un second mandat.



Dans son programme pour les municipales de 2026, Marine Caron propose notamment la gratuité du stationnement entre 12h et 14h. - Mehdi Chebana

« Contrairement aux gens de la Mairie, Marine vient nous voir régulièrement ».

Amélie, Boulangère

Au-delà de la sécurité, le commerce de proximité est un autre thème important de son programme. Elle propose la gratuité du stationnement entre 12h et 14h et la fin de la suppression des places de parking. Mercredi matin, elle a d'ailleurs réuni son équipe pour rencontrer des commerçants autour de la place Joffre. Ces derniers se disent fatigués [après le chantier de la ligne T5](#) et remontés contre la suppression de nombreuses places de stationnement.

« Contrairement aux gens de la Mairie, Marine vient nous voir régulièrement », confie Amélie, une boulangère installée depuis 19 ans. « Elle a de bonnes solutions et on en a besoin car les travaux nous ont fait beaucoup de mal. » À une centaine de mètres, Nordine, un vendeur de pièces auto de 42 ans, renchérit : *« trop de répression ! Quand mes clients se prennent une amende, je ne les revois plus jamais ! »*

Un grand meeting le 4 mars

La « dame en rouge » est en campagne depuis avril 2025. Beaucoup de Rouennais l'ont déjà aperçue sur les marchés, au stade Diochon, à la foire Saint-Romain ou sur les réseaux sociaux. *« Cela demande beaucoup d'énergie mais Rouen en vaut la peine », confie la mère de trois enfants « Tout s'est accéléré en septembre, j'ai mis ma vie professionnelle entre parenthèses et réorganisé ma vie de famille. »*

Candidate malheureuse en 2020 (4e au 1er tour avec 6 % des voix), Marine Caron compte aujourd'hui sur le rassemblement de la droite et du centre, qu'elle est parvenue à sceller. Elle représentera Horizons, le parti d'Edouard Philippe qu'elle a rejoint dès 2021, mais aussi le Modem, Renaissance, Les Républicains et le Nouveau Centre. Elle dévoilera la composition de la liste Réussir Rouen avant le 16 février et organisera son grand meeting de campagne le 4 mars.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[À Mont-Saint-Aignan, le réaménagement de la place Colbert se précise avec l'aide des habitants](#)

[Au collège Fontenelle à Rouen, la mémoire des juifs déportés lors des rafles, désormais préservée](#)

[Réseaux sociaux. Cash, la sénatrice normande Morin-Desailly :](#)

[« D'un coup, Macron s'occupe du sujet »](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[À Mont-Saint-Aignan, le réaménagement de la place Colbert se précise avec l'aide des habitants](#)



[Municipales 2026 : Julien Cordier, maire depuis 2022 de Cailly, veut confirmer aux élections](#)





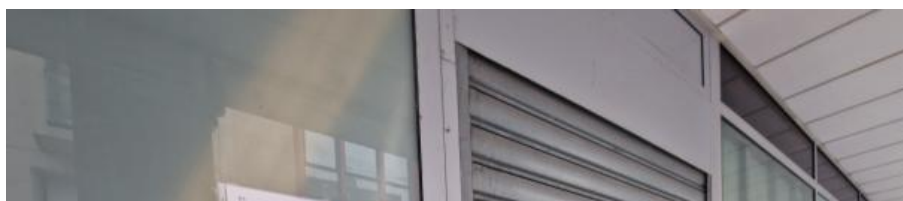
[Au collège Fontenelle à Rouen, la mémoire des juifs déportés lors des rafles, désormais préservée](#)



[Réseaux sociaux. Cash, la sénatrice normande Morin-Desailly : « D'un coup, Macron s'occupe du sujet »](#)



[Hockey sur glace – Ligue Magnus : encore des points perdus pour les Dragons de Rouen...](#)





[À Rouen, la justice sonne la fin de partie pour le sauna libertin
l'Exotica et son mystérieux gérant](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Municipales 2026 : Franck Foiret veut « toujours se battre » pour Vittefleur

Brice Recotillon

5-6 minutes

À moins de deux mois des élections municipales, qui auront lieu les 15 et 22 mars 2026, Paris Normandie a rencontré Franck Foiret, le maire sortant de Vittefleur qui brigue un nouveau mandat.



Franck Foiret brigue un troisième mandat à Vittefleur en mars 2026. - Paris Normandie



Publié: 26 Janvier 2026 à 07h46 Temps de lecture: 1 min

Après les cérémonies de vœux, place désormais à la campagne électorale. Étape indispensable pour les maires sortants, briguant un nouveau mandat, se présentant au suffrage du mois de mars 2026.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Une troisième candidature

Dans la commune de Vittefleur, [où résident quelque 650 habitants](#),

Franck Foiret fait acte de candidature. Le maire sans étiquette se présente en tête de liste pour la troisième fois, et certainement la dernière, afin de poursuivre les projets amorcés au cours de ses deux derniers mandats. Notamment le développement du parc locatif – avec par exemple la [transformation de la caserne de pompiers en habitations](#) – qui est devenu une source indispensable de revenus.

On a treize loyers que l'on perçoit tous les mois. Pour une petite commune comme la nôtre, ce n'est pas mal.

Franck Foiret, Maire sortant de Vittefleury

« On a treize loyers que l'on perçoit tous les mois, via les logements loués à des administrés. Pour une petite commune comme la nôtre, ce n'est pas mal, se réjouit Franck Foiret. Le message va être de développer au maximum les apports, les rentrées extérieures. »

Car la baisse des dotations publiques risque de peser sur les finances des petites communes. Les seuls leviers disponibles sont d'augmenter les impôts locaux ou de créer de nouvelles ressources. *« Il y a encore deux ans, on était à environ 600 000 euros de dotations annuelles, rappelle le maire sortant. Aujourd'hui, on va perdre 10 %, et recevoir aux alentours 540 000 euros. Sachant qu'on avait un excédent entre 18 et 20 %. Si vous n'avez pas d'excédent, vous n'investissez pas et cela vous limite à uniquement faire fonctionner la collectivité. »*

Exercice comptable

Un savant exercice comptable auquel l' élu est confronté depuis sa prise de poste, en 2014. À cette époque, les finances de la commune étaient loin d'être au beau fixe. *« On a baissé de 20 points les frais de fonctionnement. Il y avait neuf agents municipaux contre six aujourd'hui. Il y avait une quinzaine d'abonnements téléphoniques. Aujourd'hui, il n'y en a plus que deux »,* énumère-t-il.

Des économies qui, sur le long terme, ont permis à la collectivité d'effectuer l'entretien de ses 26 bâtiments. Tout en poursuivant le projet de [désacralisation de l'Église Saint-Pierre de Crosville en salle polyvalente](#) (la chapelle de Crosville).

Rayonnement du territoire

Dans une commune qui dispose du rayonnement de [la centrale](#)

[nucléaire de Paluel](#), et de la [proximité au front de mer](#), l'objectif est de développer « *le bon vivre à la campagne* ». Un défi permanent pour les édiles de la côte d'Albâtre, qui doivent surmonter les nombreuses contraintes administratives pour continuer à prospérer. « *Il faut toujours se battre* », résume Franck Foiret.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Gérard Duthil se présente aux élections de mars 2026 à Jumièges](#)
[« pour redonner au village ce qu'il m'a donné »](#)

[Bolbec : au Val Ricard, des travaux lancent la transformation d'un quartier de 1,2 hectare](#)

[Municipales 2026 : à Sainte-Marie-des-Champs, Fabrice Guyader s'inscrit dans la continuité](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Vittefleur \(Seine-Maritime\) pays de Caux](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Yvetot](#)



[Municipales 2026 : Franck Foiret veut « toujours se battre » pour Vittefleur](#)





[Gérard Duthil se présente aux élections de mars 2026 à Jumièges](#)
[« pour redonner au village ce qu'il m'a donné »](#)



Video

[« Moi j'ai préféré le chant ». À Cany-Barville, des assistants de vie](#)
[en formation, font travailler la mémoire des aînés](#)



[Bolbec : au Val Ricard, des travaux lancent la transformation d'un](#)
[quartier de 1,2 hectare](#)





[Municipales 2026 : à Sainte-Marie-des-Champs, Fabrice Guyader s'inscrit dans la continuité](#)



[Football – R1 : le Yvetot AC totalement impuissant face à la réserve d'Avranches](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

À Senneville-sur-Fécamp, Pascal Lecourt, maire depuis 1995, en quête d'un nouveau mandat

Matthias Chaventré

5-6 minutes

En mars 2026, Pascal Lecourt briguera un septième mandat municipal à Senneville-sur-Fécamp. Parce qu'il y a « de belles choses à faire », surtout avec un budget gonflé par la taxe venant du parc éolien offshore.



Pascal Lecourt a d'abord été conseil municipal. Il enchaîne les mandats de maire depuis 1995. - Matthias Chaventré/Paris Normandie

[Consultez l'actualité en vidéo](#)



Publié: 26 Janvier 2026 à 07h48 Temps de lecture: 2 min

À 68 ans, Pascal Lecourt s'estime « *encore jeune* » et « *surtout il y a de belles choses à faire à Senneville-sur-Fécamp.* » Ainsi, il va briguer un nouveau mandat aux [élections municipales des 15 et 22 mars](#) 2026. La première fois qu'il s'est présenté, c'était pour

« servir l'intérêt général... C'était ma passion première. »

Pascal Lecourt, qui a fait sa carrière professionnelle dans le milieu bancaire, a été élu pour la première fois à [Senneville-sur-Fécamp](#) en 1989. *« En 1995, j'ai été élu maire. »* Au total, il termine son sixième mandat.

De 595 à près de 900 habitants

Le village est situé sur le plateau, au-dessus de [Fécamp](#), en direction de Cany-Barville. Avec de belles maisons en brique et silex et des résidences plus modernes. *« Quand j'ai été élu pour la première fois, nous étions 595 habitants. Aujourd'hui, on est pratiquement 900. »* La commune a pour principal atout sa proximité géographique avec Fécamp, tout en étant rurale. Elle est connue pour son fleurissement, comme le mentionnent les deux Fleurs sur les panneaux d'entrée dans la commune. *« Ça crée une renommée et j'ai pu ainsi fédérer de nombreux habitants. »* Ils participent à la plantation des milliers de fleurs chaque année.

Une taxe qui facilite les dépenses

Pascal Lecourt a voulu *« établir et réaliser un cadre de vie, avec les différents collègues. »* Le village est riche d'un patrimoine, avec notamment l'église Sainte-Anne, dont les vitraux ont été refaits. Il a également été question de la rénovation des chapelles. Désormais, le budget communal est largement facilité [par la participation du parc éolien offshore, dans le cadre d'une taxe établie dans le Code général des impôts](#). *« On perçoit 230 000 € de recettes éoliennes. Ça représente à peu près 20 % de notre budget »*, développe Pascal Lecourt. Alors, forcément, cela facilite les choses lorsque l'école souhaite une vingtaine de tablettes numériques pour ses élèves, ou le club de football pour ses équipements. Le maire en place évoque aussi la voirie.

S'il se veut discret sur les projets pour l'éventuel prochain mandat, Pascal Lecourt répond que *« l'effacement et l'enfouissement des réseaux sur tout le hameau d'Hâbleville »* sont budgétés. Au programme également, la remise à neuf des fenêtres et du sol à la salle des fêtes. *« Tout en sollicitant des subventions. »*

La nouvelle liste de candidats à la mairie menée par Pascal Lecourt devrait faire face à celle construite par un ancien adjoint. Celle du maire sortant a été en partie remaniée, *« avec l'arrivée de gens déjà impliqués dans le milieu associatif. »* S'il est réélu, Pascal

Lecourt entend continuer à siéger à l'Agglo. Il est vice-président en charge du centre aquatique et des bâtiments intercommunaux.

Lire aussi

[Il y a 24 ans, un corps découvert au pied des falaises de Fécamp : qui peut aider l'ARPD à l'identifier ?](#)

[Fécamp. L'histoire d'un jeune du « 77 » en quête d'identité à découvrir au théâtre Le Passage](#)

[L'artiste Mascarade initie des élèves à la création, au lycée La Providence, à Fécamp](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Senneville-sur-Fécamp \(Seine-Maritime\) Fécamp](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Fécamp](#)



[À Senneville-sur-Fécamp, Pascal Lecourt, maire depuis 1995, en quête d'un nouveau mandat](#)





[Il y a 24 ans, un corps découvert au pied des falaises de Fécamp : qui peut aider l'ARPD à l'identifier ?](#)



[Fécamp. L'histoire d'un jeune du « 77 » en quête d'identité à découvrir au théâtre Le Passage](#)



[L'artiste Mascarade initie des élèves à la création, au lycée La Providence, à Fécamp](#)





[Dans le rétroviseur. Commerce, politique, santé : ça s'est passé cette semaine à Fécamp et dans ses environs](#)



[Au Havre, la coopérative maritime disparaît : un tournant pour les pêcheurs et le port](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Municipales 2026. Francis Sevestre renonce à se représenter à Saint-Vaast-d'Équieville

Paris Normandie

4–5 minutes

Après dix-huit ans d'engagement municipal, Francis Sevestre a officialisé sa décision. Pourquoi le maire de Saint-Vaast-d'Équieville choisit-il de tourner la page à l'approche des élections ?



Publié: 26 Janvier 2026 à 06h21 Temps de lecture: 2 min

C'est une page importante de la vie municipale qui s'apprête à se tourner à Saint-Vaast-d'Équieville. Lors de la traditionnelle cérémonie des vœux, Francis Sevestre a annoncé qu'il ne briguerait pas un nouveau mandat lors des prochaines élections municipales.

Âgé de 75 ans, l'édile a justifié sa décision par un long parcours au service de la collectivité. « *Je pense avoir assez donné pour ma commune : 27 ans chez les sapeurs-pompiers, 18 ans en qualité d'élus, dont deux mandats de premier adjoint et un de maire. À 75 ans, il est temps que je prenne ma retraite* », a-t-il déclaré devant ses administrés.

Le maire reconnaît un mandat parfois éprouvant. « *Nous avons été confrontés à la crise du Covid. Puis le projet éolien m'a fait perdre quelques cheveux supplémentaires* », confie-t-il avec franchise. À ces difficultés s'ajoute la fermeture du Relais de l'Avenue Verte, vécue comme un coup dur pour la commune.

Malgré ce contexte, Francis Sevestre dresse un bilan nourri

d'actions concrètes : sécurisation routière, installation d'un distributeur de pain, accueil en mairie d'un medicobus, enfouissement des réseaux, implantation d'une antenne, pose d'une bâche incendie et entretien régulier du bâti communal.

«Ce sera terminé avant les municipales»

Le mandat s'achève avec un projet structurant : l'aménagement de la plateforme du futur City Parc. Le dossier est finalisé et les travaux débuteront dans les trois prochaines semaines, avec la préparation du terrain et l'engazonnement des abords. « *Ce sera terminé avant les municipales* », assure le maire. L'installation des jeux pour enfants et adolescents sera, elle, laissée à la prochaine équipe.

À ce stade, une seule tête de liste est officiellement connue : Nadège Michel, actuelle première adjointe. Une seconde liste se prépare en coulisses et devrait se dévoiler début février. En l'absence d'autres candidatures, la commune pourrait élire, pour la première fois, une femme à la tête de la commune.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Municipales 2026 : Franck Foiret veut « toujours se battre » pour Vittefleur](#)

[Football – N2 : le FC Dieppe ne trouve pas la clé et s'incline sur la pelouse de Biesheim](#)

[Cour d'appel, cours d'assises... Nos perles judiciaires](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)





« Pas un cadeau » : un pharmacien de Gournay-en-Bray paiera pour avoir été soigné par Urgo



Municipales 2026. Francis Sevestre renonce à se représenter à Saint-Vaast-d'Équieville



Municipales 2026 : Franck Foiret veut « toujours se battre » pour Vittefleur





[Finale régionale des Ovinpiades : les jeunes bergers attendus à Bacqueville-en-Caux](#)



[« Le plus urgent, c'est un toit ! » Près de Dieppe, une famille a tout perdu après un incendie](#)



[Ce petit salon du livre de Seine-Maritime reçoit Alain Juppé en invité exceptionnel](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Municipales 2026 : Julien Cordier, maire depuis 2022 de Cailly, veut confirmer aux élections

Paris Normandie

4–5 minutes

Élu suite à une démission en 2022, le jeune maire de Cailly – 32 ans aujourd’hui – veut confirmer et se présente à la tête d’une liste apolitique pour présider aux destinées du bourg d’un peu plus de 700 habitants.



Publié: 25 Janvier 2026 à 21h18 Temps de lecture: 1 min
Julien Cordier, jeune maire de 32 ans, a décidé de se lancer comme tête de liste aux élections municipales de mars prochain à Cailly.

Responsable commercial à la Poste, il est élu en 2020 comme conseiller municipal et, suite à la démission de Christophe Cordier, devient maire de la commune le 4 janvier 2022.

Pas « d’étiquette »

« Je réside à Cailly depuis 2019, précise Julien Cordier, et ma compagne est une « enfant » du village. »

Fort de cette nouvelle expérience au sein de son village, le jeune élu souhaite poursuivre son engagement.

« Je me suis entouré de huit femmes et six hommes de tous les âges, tous types de professions, et issus de tous les quartiers de [Cailly](#), explique Julien Cordier. Une liste composée de huit conseillers et adjoints sortants soit neuf avec moi et six nouveaux

candidats entrants. »

« La jeunesse et les familles au cœur de notre action »

« Une liste sans étiquette », précise le candidat. « J'ai évidemment mon opinion personnelle mais l'engagement pris auprès des colistiers est précieux : pas de politique, un engagement pour l'intérêt général des habitants de Cailly. »

Si le jeune maire a décidé de se présenter, c'est afin de pouvoir poursuivre les actions sur la commune.

« Nos projets, poursuit Julien Cordier, ce sont tout d'abord, la jeunesse et les familles au cœur de notre action, maintenir le cadre de vie et la vie associative, renforcer la communication auprès des habitants, lancer les travaux de couverture de l'église, étoffer l'offre de soins et poursuivre les travaux de sécurisation des axes routiers notamment. »

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[À Mont-Saint-Aignan, le réaménagement de la place Colbert se précise avec l'aide des habitants](#)

[Au collège Fontenelle à Rouen, la mémoire des juifs déportés lors des rafles, désormais préservée](#)

[Réseaux sociaux. Cash, la sénatrice normande Morin-Desailly : « D'un coup, Macron s'occupe du sujet »](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Cailly \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)





À Mont-Saint-Aignan, le réaménagement de la place Colbert se précise avec l'aide des habitants



Municipales 2026 : Julien Cordier, maire depuis 2022 de Cailly, veut confirmer aux élections



Au collège Fontenelle à Rouen, la mémoire des juifs déportés lors des rafles, désormais préservée





[Réseaux sociaux. Cash, la sénatrice normande Morin-Desailly :
« D'un coup, Macron s'occupe du sujet »](#)



[Hockey sur glace – Ligue Magnus : encore des points perdus pour
les Dragons de Rouen...](#)



[À Rouen, la justice sonne la fin de partie pour le sauna libertin
l'Exotica et son mystérieux gérant](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Les acteurs du numérique responsable militent pour plus d'engagement de la part de l'État

Par Victoria Beurnez

3–4 minutes

Le 31 décembre dernier signalait la fin du programme Alt-Impact. Ce dernier, porté par l'Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique (Inria), par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) et par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), avait pour objectif, ces trois dernières années, de faire accélérer les mesures et les initiatives sur les enjeux de sobriété numérique. Le programme agissait notamment au sein des associations, des collectivités locales, mais aussi dans l'enseignement supérieur et la recherche.

Le programme portait notamment, depuis la mi-2025, sur la création d'un réseau de référents sobriété numérique au sein des universités, dont *Acteurs publics* [parlait il y a quelques mois](#). Ce réseau, créé dans l'anticipation de la fin du programme, ne repose aujourd'hui que sur des volontaires bénévoles déjà en poste au sein des universités et chargés de partager les bonnes pratiques et les expériences sur les enjeux du numérique responsable.

Lire aussi : [L'enseignement supérieur se dote d'un réseau de référents "Sobriété numérique"](#)

Il avait également été le cadre d'appels à projets pour "*initier ou accélérer le déploiement de la sobriété numérique*" au sein des territoires, ou encore avec des actions menées en ce sens dans certaines collectivités. Alt-impact était, par exemple, aussi à l'initiative de référentiels de réduction d'impact environnemental de différents produits et services.

Un "signal fort et négatif"

Pour les associations actrices de la sobriété numérique, la fin du

programme est un “*signal fort et négatif*” de la part de l’État. Dans une [tribune](#), publiée le 22 janvier par l’Institut du numérique responsable, co-auteur, aux côtés d’autres acteurs du secteur, comme l’association Green IT, la Fresque du numérique ou encore Emmaüs-Connect, les associations regrettent notamment l’absence d’une prise en compte sérieuse et formalisée des répercussions du numérique sur les enjeux écologiques. “*À l’heure où les investissements dans l’intelligence artificielle sont estimés à 109 milliards d’euros sur les prochaines années, nous nous inquiétons de la disparition d’un programme à moins de 20 millions d’euros répartis sur 3 ans*”, financé par les certificats d’économie d’énergie.

Lire aussi : [Les collectivités sont de plus en plus engagées dans le numérique responsable](#)

Et ce, “*alors que les problématiques éthiques et environnementales autour du numérique n’ont jamais été aussi aiguës, et que le projet de Stratégie nationale bas-carbone intègre pour la première fois [un volet dédié à la décarbonation](#) de ce secteur*”, regrette les auteurs de la tribune. “*Les politiques publiques en faveur d’un numérique moins impactant doivent faire l’objet de cohérence et de continuité, ce qui n’est pas le cas sur cette thématique spécifique*”, concluent les auteurs de la tribune.